

LYCEE FRANÇAIS JEAN MONNET DE BRUXELLES

**Etablissement en gestion Directe
Représentant l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger**

Avenue du Lycée Français, 9
1180 UCCLE

Objet : LOCALISATION DES TRAVAUX :

**LYCEE FRANÇAIS JEAN MONNET DE BRUXELLES
Avenue du Lycée Français, 9 à 1180 Uccle**

TYPE DE MARCHE : Marché public de travaux

MODE DE PASSATION DU MARCHE : Procédure concurrentielle avec négociation (Art. 29 de la directive 2014/24/UE)

**OBJET DU MARCHE : Reconfiguration des accès et construction d'un bâtiment d'accueil.
AO n° 2025/11**

REFERENCE DU CAHIER DES CHARGES : 2135

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

1. TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1. GENERALITES.....	5
1. DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX	5
2. OBJET ET TYPE DU MARCHÉ – LIEU D'EXECUTION	5
2.1. TAUX DE T.V.A. :	5
2.2. LOTS :	6
2.3. POUVOIR ADJUDICATEUR	7
2.4. COORDINATEUR SANTE SECURITE ET HYGIENE	7
2.5. AUTEUR DE PROJET/ MAÎTRE D'ŒUVRE :	7
2.6. MODE DE PASSATION – PUBLICITÉ – NON-ATTRIBUTION	8
2.7. REGLEMENTATIONS, DISPOSITIONS ET DOCUMENTS RÉGISSANT LE MARCHÉ	8
2.8. CONDITIONS GENERALES	11
CHAPITRE 2. PASSATION DU MARCHÉ	12
1. ÉTABLISSEMENT DE L'OFFRE	12
1.1. Généralités	12
1.2. Visite des lieux obligatoire	12
1.3. Contenu de l'offre	12
2. Détermination et composantes des prix.....	13
2.1 Détermination des prix :	14
2.1.1 Composantes des prix :	15
2.2 Interprétation, erreurs et omissions dans les documents du marché	15
2.3 Lots	16
2.4 Tranches fermes et tranches conditionnelles :	16
2.5 Variantes exigées, autorisées, libres :	16
2.6 Options exigées, autorisées, libres :	16
2.7 Sous-traitance :	16
2.7.1 Capacités du sous-traitant :	16
2.7.2 Changement de sous-traitance :	16
2.7.3 Chaîne de sous-traitance :	17
3. DÉPOT DES OFFRES (Dépôt électronique – Offres électroniques)	17
4. OUVERTURE DES SOUMISSIONS.....	17
5. DÉLAI D'ENGAGEMENT DES SOUMISSIONNAIRES	17
CHAPITRE 3. EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	18
1. CADRE GENERAL	18
2.1. Pouvoir adjudicateur :	18
2.2. Main-d'œuvre.....	18
2. GARANTIES FINANCIERES	19
2.1 Assurances.....	19

2.2	Garantie à première demande : constitution et libération :	20
3.	DOCUMENTS DU MARCHÉ	20
3.1	Plans, documents et objets établis par le pouvoir adjudicateur	20
3.2	Conformité de l'exécution.....	21
4.	MODIFICATIONS AU MARCHÉ	25
4.1	REVISION DES PRIX :	25
4.2	Modifications de marché, suppléments, diminution, indemnités, ajournement et interruption des travaux :	28
4.2.1	Modifications de marché :	28
4.2.2	Augmentation et diminution du montant des travaux :	28
4.2.3	Modalités de diminution du montant des travaux :	29
4.2.4	Changements imprévus d'importance dans la nature de l'ouvrage :	29
4.2.5	Pertes et avaries :	30
4.2.6	Ajournement de travaux :	30
4.2.7	Interruption des travaux pour retard de paiement :	31
4.2.8	Suspension des travaux en cas de circonstances imprévisibles :	31
4.2.9	Procédure à suivre en cas de découverte imprévue d'asbeste/amiante (code du bien-être au travail belge)	32
4.3	Clauses de réexamen :	32
5.	CONTRÔLE ET SURVEILLANCE DU MARCHÉ.....	33
5.1	Etendue du contrôle et de surveillance	33
5.2	Contrôle des quantités	33
5.3	Direction et contrôle – coordination des lots	34
5.3.1	Procédure	34
5.3.2	Missions de l'entrepreneur coordinateur	34
5.3.3	Obligation des titulaires de marchés des lots 2, 3 :	38
5.3.4	Rémunération de la mission d'entreprise coordinateur.....	39
6.	RECEPTIONS TECHNIQUES EN COURS DE MARCHÉ	39
6.1	Modes de réception technique	39
6.2	Réception technique préalable	39
6.3	Réception technique a posteriori.....	41
7.	MOYENS D'ACTION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	41
7.1	Défaut d'exécution et sanctions :	41
7.2	Pénalités	42
7.3	Amendes pour retard :	42
7.3.1	Base de calcul des pénalités :	43
7.3.2	Emploi d'un ressortissant d'un pays tiers en séjour illégal (art. 35/7-35/13 Loi 12.04.1965)	43
8.	FIN DU MARCHÉ	43
8.1	Réceptions.....	43

8.2	Garanties	44
8.3	Fin du marché :	46
8.4	Mise à disposition d'ouvrages ou parties d'ouvrage :	47
8.5	Résiliations du marché	48
8.6	Redressement ou liquidation judiciaire en cours de marché	50
9.	PAIEMENT	50
9.1	Rémunération du titulaire et de ses éventuels sous-traitants :	50
9.2	Détermination des acomptes	51
9.3	Modalités de paiement des acomptes	52
10.	ACTIONS JUDICIAIRES	53
11.	ORGANISATION DU CHANTIER ET DISPOSITIONS DIVERSES	53
11.1	Autorisations :	53
11.2	Délais d'exécution	53
11.3	Mise à disposition de terrains et locaux :	54
11.4	Organisation du chantier	54
11.5	Journal des travaux	60

CHAPITRE 1. GENERALITES

1. DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

Le marché se réfère tout au long de son exécution au Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de travaux français (CCAG-Travaux), dans sa version en vigueur à l'arrêté du 30 mars 2021, sauf pour les dérogations suivantes :

L'article 2.7 du chapitre 2 des présentes clauses administratives et ses alinéas sous-jacents dérogent à l'article 3 du CCAG-travaux.

L'article 7.3 du chapitre 3 des présentes clauses administratives et ses alinéas sous-jacents dérogent à l'article 19 du CCAG-Travaux.

2. OBJET ET TYPE DU MARCHÉ – LIEU D'EXECUTION

Le présent marché de travaux a pour objet les travaux, fournitures, transports, main d'œuvre et tous moyens nécessaires à l'exécution de la **Reconfiguration des accès et construction d'un bâtiment d'accueil** à l'adresse suivante (lieu d'exécution) :

LYCEE FRANÇAIS JEAN MONNET DE BRUXELLES
Avenue du Lycée Français, 9 à 1180 Uccle

Plus en détail, les travaux comprennent :

- **Démolition d'une partie des parkings, de la zone de bus et abattage d'arbres.**
- **Construction du bâtiment accueil et d'un auditorio.**
- **L'aménagement des abords.**

Les travaux sont répartis en 3 lots ; Gros œuvre fermé/parachèvement/abords- HVAC – électricité - Déménagement.

2.1. TAUX DE T.V.A. :

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que les prix à remettre pour la présente offre doivent être établis HORS TAXES, c'est-à-dire HORS T.V.A. Cette dernière fait l'objet d'un poste spécial du métré. (**6%** dans le cas présent, en application du code TVA belge.)

Délai d'exécution	400 jours ouvrables pour l'ensemble de l'ouvrage	
Garantie à première demande	Exigée	
Agréation	Non requise.	
Révision des prix	<input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Visite	<input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Obligatoire <input type="checkbox"/> Conseillée
Travaux conditionnés par l'obtention d'un permis d'environnement	<input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Période d'exécution souhaitée	Le nouveau bâtiment devra être réceptionné définitivement au plus tard le 1 ^{er} juillet 2028. Les autres bâtiments du site doivent pouvoir rester en fonction durant tous les travaux. (Présence et flux d'élèves)	
Variantes	<input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui, variante(s) exigée(s) <input type="checkbox"/> Oui, variante(s) autorisée(s) <input type="checkbox"/> Oui, variantes libres
Options	<input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, option(s) exigée(s) <input type="checkbox"/> Oui, option(s) autorisée(s) <input type="checkbox"/> Oui, options libres
Reconductions	<input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Possible
Répétitions	<input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Possible
Lots	<input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Tranches	<input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui

2.2. LOTS :

Le présent marché est divisé en 3 lots plus amplement décrits dans la partie technique :

- Lot 1 : Travaux de gros-œuvre, de couverture, de menuiseries extérieures, d'abords et VRD, ainsi que les parachèvements - pilotage des lots 2 et 3 - gestion du planning général
- Lot 2 : Chauffage, ventilation et sanitaires
- Lot 3 : Électricité, détection incendie

Le titulaire de marché du lot 1 assurera la mission de pilotage de chantier de chaque lot :

- Surveillance du chantier : Mise à disposition d'un conducteur **et** d'un gestionnaire de chantier
- Coordination du chantier :
 - * Compilation des documents de tous les lots ;
 - Planning partiel de chaque lot
 - Plan d'installation de chantier partiel de chaque lot
 - Plan de phasage pour chaque lot
 - États des lieux et de recollement (postes avec forfaits prévus pour chaque lot)
 - Documents nécessaires aux plans AS BUILT

* Établissement des documents devenant contractuels pour tous les lots (en concertation avec ceux-ci)

- Planning global + y compris phasages
- Plan d'installation global + y compris phasages
- Plan *AS Built* global
- Compte prorata + tenue du compte + facturation (gestion interne aux 3 entreprises)
- * Gestion administrative
 - Tenue du planning - mise à jour hebdomadaire
 - Mise à disposition des docs de soumissions + permis + plan d'ex sur le chantier + fiches techniques + matériel nécessaire aux réunions de chantier + journal des travaux
Organisation de la réunion de chantier hebdomadaire (+ convocation des entrepreneurs des autres lots si nécessaire)
 - Tenue quotidienne du journal des travaux
 - la préparation des décisions à prendre et des moyens à mettre en œuvre pour tenter d'atteindre les objectifs fixés
- * Gestion technique
 - Organisation des réceptions par les SECT
 - Recherche des réseaux sur le site (eau, égouttage, gaz, électricité, data)
 - Études complémentaires (géotechnique et pollution de sol) si nécessaire
- * Organisation
 - Assurance que les mesures de sécurité et les normes de protection du travail soient respectées en fonction de la réglementation du R.G.P.T. tant par lui-même que par les différents entrepreneurs des autres lots. Il rend compte de ses constats au coordinateur sécurité

2.3. POUVOIR ADJUDICATEUR

Lycée Français Jean Monnet de Bruxelles

Établissement en Gestion Directe de l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Étranger (AEFE)

Avenue du Lycée Français, 9 à 1180 Uccle (Belgique)

Personnes de contact :

Monsieur Volny PERRIEZ, Secrétaire général,

Tél. : 0032 (0)2 / 379.08.30 - courriel : volny.PERRIEZ@lyceefrancais.be

Monsieur Pierre IMBERT, Chef du service des affaires administratives et financières,

Tél : 0032 (0)2 379 08 51- courriel : pierre.imbert@lyceefrancais.be

Monsieur Nicolas GALLAND, Conseiller immobilier

Tél : 0032 (0)2 379 08 67 – courriel : nicolas.galland@lyceefrancais.be

2.4. COORDINATEUR SANTE SECURITE ET HYGIENE

La mission de coordination santé sécurité est confiée à la société **ADVEX** ayant son siège à la Rue du Saule 12-1090 Bruxelles et représentée par **Mr Noël (0479/908607 jerome.noel@advex.be)**

2.5. AUTEUR DE PROJET/ MAÎTRE D'ŒUVRE :

La mission d'auteur de projet est confiée à l'association momentanée **Open- LT2A - Adem – VK Engineering – Homeco – Autrement dit** - Représentée par la **SRL OPEN ARCHITECTES** ayant son siège à la rue de la Marbrite 9B à 7090 Ronquières et représentée par **Bertrand Noel, architecte associé.**

2.6. MODE DE PASSATION – PUBLICITÉ – NON-ATTRIBUTION

Le présent marché est une procédure concurrentielle avec négociation européenne qui découle de l'article 29 de la directive européenne 2014/24/UE. La publication intervient sur la plateforme d'achat belge du lycée.

Le marché n'est pas un marché à tranches conditionnelles.

Un avis de marché est publié au Bulletin des Adjudications (BDA) et au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE).

Les candidats sont informés que l'accomplissement d'une procédure n'implique pas l'obligation d'attribuer ou de conclure le marché. Le pouvoir adjudicateur peut soit renoncer à attribuer ou à conclure le marché, soit recommencer la procédure, au besoin d'une autre manière.

Si le pouvoir adjudicateur choisit de passer un marché sous la forme de lots distincts, il a le droit de n'en attribuer que certains et, éventuellement, de décider que les autres lots feront l'objet d'un ou de plusieurs nouveaux marchés, au besoin selon une autre procédure de passation.

2.7. REGLEMENTATIONS, DISPOSITIONS ET DOCUMENTS RÉGISSANT LE MARCHÉ

Il ne s'agit que des textes principaux liés à l'objet du marché. Toutes les lois et tous les règlements sont bien évidemment d'application, il en est de même pour leurs éventuelles mises à jour qui entreraient en vigueur pendant la période de validité des offres et pendant l'exécution du marché.

Sont d'application au présent marché :

- le Code civil belge dont les articles 1792, 1798 et 2270 ;
- l'arrêté royal du 25 janvier 2001 relatif aux chantiers temporaires ou mobiles ;
- l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la signalisation de chantier et obstacles sur la voie publique ;
- le Code de bien-être au travail belge ;
- la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail ;
- la loi du 12 avril 1965 relative à la protection de la rémunération des travailleurs ;
- la loi du 11 février 2013 prévoyant des sanctions et des mesures à l'encontre des employeurs de ressortissants de pays tiers en séjour illégal ;
- les normes de spécifications techniques auxquelles il est fait référence dans les « documents établis dans le cadre du présent marché », étant entendu que les normes européennes priment sur les normes nationales et que les normes nationales d'autres états membres et les normes belges sont d'égale valeur ;
- la réglementation et les normes relatives aux performances énergétiques de bâtiments et au climat intérieur ;
- la législation et les normes relatives à l'aménagement du territoire et à l'urbanisme, à l'assainissement du sol et aux excavations, la législation environnementale et la réglementation relative à l'autorisation écologique ;
- les normes et directives en matière de sécurité incendie ;
- la réglementation relative à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite ;
- la réglementation des divers fournisseurs de gaz, d'électricité, d'eau, de téléphonie et de télédistribution.
- Le CCAG-Travaux, dans sa version en vigueur à l'arrêté du 30 mars 2021 ;

Il y a lieu de noter que les documents du marché sont, à l'exclusion de tout autre :

- Les présentes clauses administratives et leurs annexes (plans, métré, ...) ;
- Les formulaires de soumission pour chacun des lots ;

En outre, sont d'application sur la durée du marché les documents suivants et s'appliquent à tous les titulaires et leurs éventuels sous-traitants :

- Les outils administratifs de gestion du chantier ;
- Le plan de sécurité santé validé par le Coordinateur santé sécurité ;
- L'annexe PPPSS coût et méthodologie validé par le lycée français ;
- Les plans d'architecture, paysage, stabilité et techniques spéciales communs aux trois lots ;
- Le relevé géomètre de la situation existante ;
- Les annexes acoustique, amiante, sol et PEB ;
- Les clauses techniques abords, architecture, stabilité, techniques spéciales propres du lot 1 ;
- Les métrés détaillées abords, architecture, stabilité, techniques spéciales et le métré récapitulatif du lot 1 ;
- La classification au feu des parois du lot 1 ;
- Les matérialités extérieures et intérieures du lot 1 ;
- Le cahier spécial des charges techniques du lot 2 ;
- Le métré détaillé et le métré récapitulatif du lot 2 ;
- Le cahier spécial des charges techniques du lot 3 ;
- Le métré détaillé et le métré récapitulatif du lot 3

Sont également d'application :

- **Les S.T.S., les normes et codes de bonne pratique.**
- **Les normes de base en matière de prévention incendie et explosion** (arrêté royal du 12 juillet 2012).
- **Le règlement général sur les installations électriques** (R.G.I.E.).
- **Le règlement général sur la protection du travail** (R.G.P.T.)
- **L'arrêté royal du 25 janvier 2001** concernant les chantiers temporaires ou mobiles : les obligations spécifiques de l'entrepreneur sont précisées aux articles 50 à 53 et sont strictement d'application, tel que modifié.
- **L'Arrêté Royal du 27 mars 1998** relatif à la politique de bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.
- **L'Arrêté Royal du 31 août 2005** relatif à l'utilisation des équipements de travail pour les travaux temporaires en hauteur.
- **Le livre VI: Agents chimiques, cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques du code du bien-être au travail du travail**
- **L'Arrêté de la Gouvernement De La Région De Bruxelles-capitale du 10 avril 2008** déterminant les conditions *intégrales* relatives aux chantiers d'enlèvement et de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et aux chantiers d'encapsulation de l'amiante.
- **L'Arrêté de la Gouvernement De La Région De Bruxelles-capitale du 10 avril 2008** déterminant les conditions *sectorielles* relatives aux chantiers d'enlèvement et de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et aux chantiers d'encapsulation de l'amiante.
- Les conditions de travail spécifiques imposées par le Service Public Fédéral Emploi Travail et

Concertation Sociale - Contrôle du bien-être au travail (une autorisation émanant de cet organisme, basée sur la notification et le plan de travail de l'entreprise agréée pour les travaux de désamiantage, est notamment obligatoire avant le début des travaux de désamiantage).

- Les textes réglementaires traitant du **permis d'environnement** (Décrets, Arrêtés et Ordonnances) applicables en Région wallonne.
- **L'Arrêté de la Gouvernement De La Région De Bruxelles-capitale du 23 juin 2022** relatif aux **déchets** et ses modifications ultérieures.
- **La circulaire de Bruxelles environnement relative** à l'organisation de l'évacuation des déchets dans le cadre des travaux.
- **L'Arrêté royal du 12 août 2008** concernant la mise sur le marché des **machines**.
- L'attention du soumissionnaire est attirée sur le respect pour ce chantier des dispositions de **l'arrêté royal du 12 août 1993** concernant l'utilisation des **équipements de travail** ainsi que les **arrêtés du 4 mai 1999** concernant les **équipements de travail mobile et de levage de charges**.
- le **Règlement (UE) n°305/2011** relatif aux **produits de construction** (application de la déclaration de performance et du marquage CE).
- Les **normes éditées par le bureau de Normalisation** (NBN) concernées par le présent marché.
- Notamment et de manière non exhaustive la norme NBN S21-204 relative à la protection contre l'incendie dans les bâtiments scolaires.
- Les **notes d'information techniques** (N.I.T.) publiées par le C.S.T.C., en particulier celles auxquelles se réfère les présentes clauses administratives et les autres documents contractuels, pour autant qu'elles aient été publiées au plus tard à la date de publication du marché ou, en cas de procédure restreinte, à la date d'invitation à soumissionner.
- Ordonnance du 6 mai 2021 portant modification de l'ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets, du Code du 25 mars 1999 de l'inspection, la prévention, la constatation et la répression des infractions en matière d'environnement et de la responsabilité environnementale, de l'ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués, de l'arrêté royal du 8 novembre 2007 concernant la prévention et la réparation des dommages environnementaux dus au transport par la route, la voie ferrée, par voie navigable ou par les airs : d'espèces végétales non indigènes et d'espèces animales non indigènes, ainsi que les dépouilles de ces derniers suite à leur import, export et transit ; ainsi que de déchets lors de leur transit et de l'ordonnance du 22 avril 1999 fixant la liste des installations de classe IA visée à l'article 4 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, l'article 41, § 2 ;
- L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1er décembre 2016 relatif à la gestion des déchets ;
- Selon la nature des travaux, cette entreprise est également régie par les dispositions contenues dans les documents de référence suivants et qui en font partie intégrante et dans la mesure où les présentes clauses administratives n'y dérogent pas :
 - Cahier des charges type-bâtiments 2022 (CCTB 2022) dans sa version 01.10. faisant exception des articles ou autres référentiels techniques décrits ou mentionnés dans les présentes clauses administratives devant être considérés comme des modifications ou précisions prioritaires au CCTB2022.
 - Cahier des charges type n° 100 « Annexe administrative permanente aux cahiers spéciaux des

charges relatifs aux marchés de travaux de bâtiments » dernière édition, ses addendums.

- Cahier des charges-type 101 « Clauses générales administratives et contractuelles – Annexe permanente aux cahiers spéciaux des charges relatifs aux installations et constructions mécaniques et électriques » dernière édition et ses addendas.
- Cahier des charges type n° 104 « Entreprises de travaux de bâtiment - clauses techniques » dernière édition, ses addendum.
- Cahier des charges type n° 105 « Chauffage central, ventilation et conditionnement d'air », dernière édition, ses addendum.
- Cahier des charges type 150 de 1978 – « Travaux routiers », ou RW 99 dernière édition, ses addendum.
- Cahier des charges type 400 « Clauses techniques générales contractuelles – Annexe permanente aux cahiers spéciaux des charges relatifs aux installations et constructions mécaniques et électriques », ses addendum et modifications.
- Le "règlement sanitaire" constitué par les Notes d'information techniques n° 114, 120 et 200 du C.S.T.C.
- Cahier des charges type QUALIROUTES du Service Public de Wallonie (en abrégé « CCT QUALIROUTES ») approuvé par le Gouvernement Wallon le 20 juillet 2011, dernière édition (applicable uniquement pour la partie technique).

2.8. CONDITIONS GÉNÉRALES

En remettant offre, le soumissionnaire renonce irrévocablement à toutes ses conditions générales (quelle qu'en soit la forme), y compris si l'offre y renvoie, ou si de telles conditions générales sont reprises dans la soumission. En conséquence, les conditions générales des soumissions seront réputées non écrites et de nul effet.

CHAPITRE 2. PASSATION DU MARCHÉ

1. ÉTABLISSEMENT DE L'OFFRE

1.1. GENERALITES

L'offre **est rédigée en langue française**. Tous les documents présentés dans le cadre de ce marché, tant lors de la soumission que lors de l'exécution, seront présentés en langue française. Les procès-verbaux officiels et attestations d'agrément non rédigés en langue française seront accompagnés d'une traduction faite par un traducteur assermenté. Les traductions des autres documents (notices techniques, etc.) seront certifiées exactes par le fabricant.

Un soumissionnaire ne peut remettre qu'une offre par marché.

1.2. VISITE DES LIEUX OBLIGATOIRE

L'entrepreneur doit **impérativement** se rendre sur place et établir sa soumission en toute connaissance de cause et remettre prix pour une réalisation complète et parfaite de l'ouvrage suivant les règles de l'art.

Il ne pourra donc arguer de problèmes dus à ces accès et à l'état des lieux d'implantation pour demander modification des prix remis ; ni pour justifier de retards éventuels. Toute remarque éventuelle devra être faite dans l'offre.

Après la visite, l'attestation de visite ci-jointe (voir annexe aux présentes clauses administratives), signée par le pouvoir adjudicateur, sera délivrée à chaque soumissionnaire qui la signe et la joindra obligatoirement à son offre.

La visite des lieux est obligatoire. Il est porté à l'attention des candidats que l'absence de visite entraînera l'élimination de leur candidature.

Les entreprises ayant déjà effectué une visite dans le cadre de l'appel d'offres n° 2025/01 ne sont pas tenues d'en réaliser une nouvelle. Elles pourront simplement joindre à leur offre l'attestation de visite délivrée lors de cet appel d'offres.

Elle est organisée :

Site principal du lycée français Jean Monnet, avenue du lycée français, 9, 1180 Uccle	LE 05/11/2025 ET LE 12/11/2025	11h00
--	--------------------------------	-------

En cas d'empêchement des soumissionnaires à se rendre disponibles pour les visites de marché, des visites peuvent également être effectuées sur autorisation de l'administration du lycée français et sur rendez-vous à l'avance.

1.3. CONTENU DE L'OFFRE

Le soumissionnaire fait usage du formulaire d'offre et du métré récapitulatif. À défaut d'utiliser ces documents, il supporte l'entière responsabilité de la parfaite concordance entre les documents qu'il a utilisés et ceux prévus par le pouvoir adjudicateur, ce qu'il est tenu d'attester sur chaque document.

Les éventuels suppléments de prix, rabais ou améliorations, et toutes ratures, surcharges, mentions

complémentaires ou modificatives de l'offre et de ses annexes qui seraient de nature à influencer les conditions essentielles du marché, concernant notamment les prix, les délais et les conditions techniques, sont également signés par le soumissionnaire.

Le rapport de dépôt est signé par la ou les personne(s) compétente(s) ou habilitée(s) à engager le soumissionnaire. Cette règle s'applique à tous les participants lorsque l'offre est déposée par un groupement sans personnalité juridique. Ces participants sont solidairement responsables.

Lorsque le rapport de dépôt est signé par un mandataire, celui-ci mentionne clairement son (ses) mandant(s). Le mandataire joint l'acte électronique authentique ou sous seing privé qui lui accorde ses pouvoirs ou une copie de la procuration. Il fait éventuellement référence au numéro de l'annexe du Moniteur belge qui a publié l'extrait de l'acte concerné, ou joint tout document officiel d'un pays de l'Union européenne d'effet équivalent.

Le rapport de dépôt signé électroniquement au nom d'une personne morale, à l'aide d'un certificat attribué au nom de cette personne morale qui s'engage uniquement en son nom propre et pour son compte, ne requiert pas de mandat supplémentaire.

Le soumissionnaire joint à son offre les extraits du Moniteur belge ou des statuts officiels équivalents de tout pays de l'Union européenne prouvant la qualité du signataire de la soumission.

2. DETERMINATION ET COMPOSANTES DES PRIX

Le présent marché est un marché mixte, *dans lequel les prix sont fixés à la fois au moyen de prix unitaires et à la fois de prix forfaitaires.*

Pour rappel, est un prix forfaitaire tout prix qui rémunère le titulaire pour un ouvrage, une partie d'ouvrage ou un ensemble déterminé de prestations défini par le marché et qui soit est mentionné explicitement dans le marché comme étant forfaitaire, soit ne s'applique dans le marché qu'à un ensemble de prestations qui n'est pas de nature à être répété.

Est un prix unitaire tout prix qui n'est pas forfaitaire au sens défini à l'alinéa précédent, notamment tout prix qui s'applique à une nature d'ouvrage ou à un élément d'ouvrage dont les quantités ne sont indiquées dans le marché qu'à titre évaluatif.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe sur la valeur ajoutée.

A l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations, que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire.

Dans le cas d'un marché passé avec les membres d'un groupement conjoint d'opérateurs économiques, les prix des prestations attribuées à chaque membre du groupement dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre les dépenses et marge correspondantes, y compris les charges que chaque membre du groupement peut être appelé à rembourser au mandataire.

Dans ce cas, les prix des travaux attribués au mandataire sont réputés comprendre, en sus, les dépenses et marge touchant les prestations complémentaires suivantes :

- la construction et l'entretien des moyens d'accès et des chemins de service nécessaires pour les parties communes du chantier ;
- l'établissement, le fonctionnement et l'entretien des clôtures, les dispositifs de sécurité et installation d'hygiène intéressant les parties communes du chantier ;
- le gardiennage, l'éclairage et le nettoyage des parties communes du chantier, ainsi que leur signalisation extérieure ;
- l'installation et l'entretien du bureau mis à la disposition du maître d'œuvre, si les documents particuliers du marché le prévoient ;
- les mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des autres membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

Si le marché ne prévoit pas de disposition particulière pour rémunérer le mandataire des dépenses résultant de son action de coordination des membres du groupement conjoint, ces dépenses sont réputées couvertes par les prix des travaux qui lui sont attribués. Si le marché prévoit une telle disposition particulière et si celle-ci consiste dans le paiement au mandataire d'un pourcentage déterminé du montant des travaux attribués aux autres membres du groupement, ce montant s'entend des sommes effectivement réglées auxdits membres.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le titulaire, de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

2.1 Détermination des prix :

Les prix unitaires et les prix forfaitaires de chacun des postes du métré récapitulatif sont établis en respectant la valeur relative de ces postes par rapport au montant total de l'offre. Tous les frais généraux et financiers, ainsi que le bénéfice, sont répartis sur les différents postes proportionnellement à l'importance de ceux-ci.

Le montant de la TVA fait l'objet d'un poste spécial du métré.

Les prix sont énoncés dans l'offre en euros. Le montant total de l'offre est exprimé en toutes lettres. Il en va de même pour les prix unitaires [...].

Toutes quantités ou unités de mesurage non précédées du terme « quantité présumée » ou « QP » sont considérées comme étant des « quantités forfaitaires » ou « QF ».

2.1.1 Composantes des prix :

Sont inclus dans les prix unitaires et forfaitaires du marché :

- *Toutes les impositions auxquelles est assujéti le marché, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée.*
- *Tous les frais, mesures et charges quelconques inhérents à l'exécution du marché, notamment. Mais aussi l'approvisionnement en eau, gaz et électricité.*

Sont également inclus dans le prix du marché tous les travaux qui, par leur nature, dépendent de ou sont liés à ceux qui sont décrits dans les documents du marché.

Sont inclus dans les prix unitaires et forfaitaires du marché en plus des impositions tous les éléments administratifs et techniques qui ont permis aux candidats de corriger des erreurs dans les documents de marché.

2.2 Interprétation, erreurs et omissions dans les documents du marché

L'ordre de priorité suivant est déterminant pour l'interprétation en cas de contradiction entre les documents du marché : 1° les plans ; 2° les présentes clauses administratives ; 3° le métré récapitulatif.

Lorsque les plans contiennent des contradictions, le soumissionnaire ne peut pas se prévaloir de l'hypothèse la plus avantageuse pour lui. En cas de divergences entre documents du présent marché, l'interprétation la plus avantageuse pour le Maître de l'ouvrage prévaut. Le titulaire de marché ne peut, en aucune façon, demander des suppléments lors de l'exécution du marché, sous prétexte que certains éléments architecturaux ou autres ne lui sont pas connus, ou n'ont pas été repris sur les plans ou dans les clauses techniques.

Pour le métré, en tenant compte des documents du marché, de ses connaissances professionnelles ou de ses constatations personnelles, le soumissionnaire :

1. corrige les erreurs qu'il découvre dans les quantités forfaitaires;
2. corrige les erreurs qu'il découvre dans les quantités présumées à condition que la correction en plus ou en moins qu'il propose atteigne au moins dix pour cent du poste considéré;
3. répare les omissions dans le métré récapitulatif ou l'inventaire.

Il joint à son offre une note justifiant ces modifications.

Rappel : Lorsqu'un opérateur économique découvre dans les documents du marché des erreurs ou des omissions telles qu'elles rendent impossible l'établissement de son prix ou la comparaison des offres, il les signale immédiatement par écrit au pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur apprécie si l'importance des erreurs ou omissions relevées justifie un avis rectificatif et, s'il y a lieu, de prolonger le délai d'introduction des offres.

Dès la date limite d'introduction des offres, le soumissionnaire n'est plus fondé à se prévaloir des erreurs ou omissions qui pourraient figurer dans le métré récapitulatif ou les documents du marché. Dès cet instant, il ne peut donc plus se prévaloir de vices de forme dont est entachée son offre, ni erreurs ou omissions qu'elle comporte.

2.3 Lots

Si le pouvoir adjudicateur choisit de passer un marché sous la forme de lots distincts, il a le droit de n'en attribuer que certains et, éventuellement, de décider que les autres lots feront l'objet d'un ou de plusieurs nouveaux marchés, au besoin selon une autre procédure de passation.

Tout soumissionnaire peut remettre prix pour un ou plusieurs lots. En cas de remise d'offres pour plusieurs lots, le soumissionnaire dépose une offre distincte pour chacun des lots choisis. En cas de remise d'offres pour plusieurs lots, le soumissionnaire peut présenter un ou plusieurs rabais (critère unique du prix), pour le cas où ces mêmes lots lui seraient attribués. Dans ce cas-là, si ce soumissionnaire devenait titulaire de marché pour plusieurs lots, il lui serait demandé de modifier son offre par écrit au moyen d'un nouveau formulaire de soumission pour mettre en concordance la promesse de rabais ainsi accordé avec le(s) montant(s) réellement indiqués sur les formulaires de soumission.

Un même soumissionnaire peut également devenir titulaire de l'ensemble des lots, au libre choix du pouvoir adjudicateur en fonction de son analyse des offres remises.

2.4 Tranches fermes et tranches conditionnelles :

Le marché ne comporte pas de tranches.

2.5 Variantes exigées, autorisées, libres :

***Rappel :** une variante est un mode alternatif de conception ou d'exécution qui est introduit soit à la demande du pouvoir adjudicateur, soit à l'initiative du soumissionnaire.*

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.6 Options exigées, autorisées, libres :

***Rappel :** une option est un élément accessoire et non strictement nécessaire à l'exécution du marché, qui est introduit soit à la demande du pouvoir adjudicateur, soit à l'initiative du soumissionnaire.*

Les options demandées par le pouvoir adjudicateur sont exigées.

2.7 Sous-traitance :

2.7.1 Capacités du sous-traitant :

Cet article déroge aux prescriptions de l'article 3 CCAG-Travaux en vigueur à l'arrêté du 30 mars 2021 en ce qui concerne les capacités minimales des sous-traitants. Le reste de l'article 3 du CCAG-Travaux reste d'application.

Les sous-traitants, où qu'ils interviennent dans la chaîne de sous-traitance et en fonction de la part du marché qu'ils exécutent, doivent satisfaire aux dispositions de la législation belge organisant les modalités de conduite de chantier par des sous-traitants.

Pour la partie électricité (lot 3), une copie de la certification délivrée par le BOSEC ou certification équivalente reconnue en Europe, pour le soumissionnaire ou son sous-traitant installateur de l'installation de détection incendie (compatible avec le matériel INIM déjà installé dans les autres bâtiments ou équivalent) et intrusion.

2.7.2 Changement de sous-traitance :

Cet article déroge aux prescriptions de l'article 3 du CCAG-Travaux en vigueur à l'arrêté du 30 mars 2021 en ce qui concerne les changements de sous-traitance. Le reste de l'article 3 du CCAG-Travaux reste d'application.

Obligatoirement, l'accord du pouvoir adjudicateur est sollicité en vue de tout changement de sous-traitance et de l'identité du (des) remplaçant(s).

Toute infraction à ces obligations est considérée comme un manquement du titulaire aux clauses de son contrat, à moins qu'il ait obtenu, avant le début des travaux, une dispense à ladite obligation. Hormis le cas où une telle dispense a été accordée, et sauf cas de force majeure à motiver, le pouvoir adjudicateur :

- Avant l'intervention du sous-traitant : refusera le sous-traitant qui ne satisferait pas à ces obligations ou qui ne semblerait pas présenter toutes les garanties jugées par lui suffisantes ;
- Au cours de l'intervention du sous-traitant : ordonnera, sans mise en demeure, l'arrêt immédiat de toute exécution par un sous-traitant non agréé par lui et dans ce cas, le titulaire supporte toutes les conséquences de l'arrêt.

Il est interdit, par ailleurs, à un sous-traitant de sous-traiter à un autre sous-traitant la totalité du marché qui lui a été confié. Il est également interdit pour un sous-traitant de conserver uniquement la coordination du marché.

2.7.3 Chaîne de sous-traitance :

Cet article déroge aux prescriptions de l'article 3 du CCAG-Travaux en vigueur à l'arrêté du 30 mars 2021 en ce qui concerne les changements de sous-traitance. Le reste de l'article 3 du CCAG-Travaux reste d'application.

La chaîne de sous-traitance est limitée, sauf accord contraire du pouvoir adjudicateur, à :

- Deux niveaux, à savoir le sous-traitant direct de l'adjudicataire et le sous-traitant de deuxième niveau.

3. DÉPOT DES OFFRES (DEPOT ELECTRONIQUE – OFFRES ELECTRONIQUES)

Les modalités de dépôts des offres sont précisées à l'article 13 et suivants du document intitulé « Règlement de la consultation – RC ».

4. OUVERTURE DES SOUMISSIONS

La séance d'ouverture électronique se tiendra sur la plateforme électronique e-Tendering, accessible depuis l'URL <https://www.publicprocurement.be> au jour et heure précisés dans l'avis de marché.

5. DÉLAI D'ENGAGEMENT DES SOUMISSIONNAIRES

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre, telle qu'elle a été éventuellement rectifiée par le pouvoir adjudicateur, pendant un délai de 180 jours calendrier à compter de la date limite de réception.

CHAPITRE 3. EXÉCUTION DU MARCHÉ

1. CADRE GENERAL

2.1. Pouvoir adjudicateur :

L'adresse du Pouvoir adjudicateur pour la correspondance est : Avenue du Lycée Français 9, 1180 Uccle (Belgique).

Dans les limites de la mission qui leur a été confiée par marché de services, le contrôle de l'exécution du marché est assuré **par l'auteur de projet en architecture assisté de tiers** :

L'association momentanée **Open- LT2A - Adem - VK Engineering – Homeco – Autrement dit** - Représentée par la **SRL OPEN ARCHITECTES** ayant son siège à la rue de la Marbrite 9B à 7090 Ronquières et représentée par Ruddy PICARD, architecte associé.

- **Architecture : OPEN ARCHITECTES / LT2A**
rue de la Marbrite, 9B à 7090 Ronquières
+32(0) 67 41 16 40
- **Stabilité /Techniques spéciales : ADEM**
Place de Flandre, 9 à 7000 Mons
+32(0) 65 39 72 60
- **Acoustique : VK ENGINEERING**
Boulevard Poincaré, 78 à 1060 Bruxelles
+32(0) 2 414 07 77
- **PEB : HOMECO**
Boulevard Albert Elisabeth, 55 à 7000 Mons
+32(0) 474 83 37 77
- **Paysagiste : AUTREMENT DIT**
Rue des Glycines, 30 à 59000 Lille (France)
+32(0) 474 83 37 77
- **Le Coordinateur de sécurité (projet et exécution) : ADVEX**
Rue du Saule 12 à 1090 Bruxelles
+32 479 90 86 07

2.2. Main-d'œuvre

Le personnel employé par le titulaire de marché doit être en nombre suffisant et avoir, chacun dans sa spécialité, les qualités requises pour assurer la marche régulière et la bonne exécution du marché. Le titulaire de marché remplace immédiatement les membres du personnel qui lui sont signalés par le pouvoir adjudicateur comme compromettant la bonne exécution du marché par leur incapacité, leur mauvaise volonté ou leur conduite notoire.

Le titulaire de marché est tenu de respecter les huit conventions fondamentales de l'Organisation

Internationale du Travail (OIT) relatives à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail, et notamment :

- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

2. GARANTIES FINANCIERES

2.1 Assurances

Les soumissionnaires de tous les lots contractent une assurance, valide en Belgique et garantissant l'ensemble des structures et éléments bâtis ou installés qui sont confiés pour ouvrage aux titulaires.

Au minimum, les titulaires belges ou non belges devront contracter les assurances suivantes :

- Une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de couvrir la responsabilité de l'entreprise à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations ou son (leur) équivalent belge ou européen, de même effet ;
- Une assurance de responsabilité civile décennale obligatoire.

Dès le dépôt de l'offre de marché, les soumissionnaires de marché justifient qu'ils ont souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie requise par les documents du marché.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire de marché produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande à l'adjudicateur.

Les franchises imposées par l'assureur au titulaire de marché restent pour le compte de ce dernier et ne sont pas opposables au pouvoir adjudicateur.

La couverture et les franchises prévues dans les conditions particulières des polices d'assurances doivent être adaptées à la valeur de la convention et l'ampleur des risques.

Le titulaire de marché du lot 1 souscrit une assurance « tous risques chantier » qui couvre « le propre ouvrage » et « les biens confiés »² et ce tant pour son compte que pour celui de ses sous-traitants, pour les délégués du pouvoir adjudicateur, ainsi que pour toute autre personne physique ou morale participant à l'ouvrage. Cette assurance prend effet dès la réception de l'avis de démarrage de

chantier et s'étendra jusqu'à la réception provisoire.

Toutes les personnes concernées par l'édification de l'ouvrage (titulaire de marché, sous-traitant, ingénieur, architecte, pouvoir adjudicateur, contrôleur technique...) sont assurées.

Dans tous les cas, les indemnités qui pourraient être dues au pouvoir adjudicateur par l'application des garanties, pour tous dommages subis par l'ouvrage faisant l'objet de l'assurance, sont payées directement au pouvoir adjudicateur.

Toute franchise prévue dans la police ci-dessus, tous cas d'exclusion de cette police ou tout cas non assuré par celle-ci, reste à charge exclusive du titulaire de marché responsable.

Le pouvoir adjudicateur a le droit d'imposer à tout moment un montant de couverture plus élevé au titulaire de marché s'il estime que le montant de la couverture n'est pas suffisant.

Le titulaire de marché doit à tout moment pouvoir montrer la preuve qu'il est en règle quant aux paiements de la prime d'assurances.

Les travaux faisant l'objet de cette police d'assurance sont les travaux décrits en objet de ce marché "**Reconfiguration des accès et construction d'un bâtiment d'accueil du Lycée Français**"; y compris les dommages résultant de la coordination du marché.

2.2 Garantie à première demande : constitution et libération :

a. Constitution de la garantie à première demande :

Pour chaque lot, le titulaire de marché doit constituer une garantie bancaire à première demande afin de garantir la bonne exécution du marché.

Le montant de la garantie est fixé à cinq pour cent du montant initial du marché.

La constitution de la garantie a lieu dans les trente jours suivant le jour de la conclusion du marché.

Ce délai est suspendu pendant la période de fermeture de l'entreprise du titulaire de marché pour les jours de vacances annuelles payées et les jours de repos compensatoires prévus par voie réglementaire ou dans une convention collective de travail obligatoire. Au plus tard, la garantie est constituée à la date à laquelle le titulaire de marché remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. Les frais de constitution de la garantie à première demande sont à la charge du titulaire du marché.

b. Libération de la garantie :

La garantie est libérée, au plus tard, un mois après la réception définitive (délai de garantie d'un an pour les lots 1, 3 et délai de garantie de deux ans pour le lot 2 car travaux faisant référence au CCT 105 (installations sanitaires, de chauffage et de ventilation)). Dans le cas où des réserves ont été indiquées dans les procès-verbaux de réception, les garanties sont libérées au plus tard un mois après la levée de toutes les réserves.

3. DOCUMENTS DU MARCHÉ

Tous les documents présentés dans le cadre de l'exécution du marché seront établis, ou traduits, en langue française.

3.1 Plans, documents et objets établis par le pouvoir adjudicateur

Le titulaire de marché conserve et tient à la disposition du pouvoir adjudicateur tous les documents et l'échange d'information se rapportant à l'attribution et à l'exécution du marché jusqu'à la réception définitive.

3.2 Conformité de l'exécution

Les travaux, fournitures et services doivent être conformes sous tous les rapports aux documents du marché. Même en l'absence de spécifications techniques mentionnées dans les documents du marché, ils répondent en tous points aux règles de l'art.

Le titulaire de marché ne pourra en aucun cas invoquer la modicité de son prix pour justifier une exécution incomplète ou imparfaite.

3.3 Plans de détail et d'exécution établis par le titulaire de marché :

Toutes les transmissions de documents se feront en version informatique et version papier.
Il est également demandé au titulaire de marché de tenir à jour une plateforme de stockage dédiée au chantier. (Cloud, Dropbox ou autre)
Sur cet espace accessible (en lecture seule) à tous les acteurs du projet seront regroupés tous les documents nécessaires au chantier. Soit entre autre ; planning, fiches techniques, état des lieux, liste des sous-traitants, PPSS, PV de réunion, PV de sécurité, māj des plans, doc de soumission et tout autre document utile.

Le titulaire de marché établit à ses frais, en français, tous les plans de détail et d'exécution qui lui sont nécessaires pour mener le marché à bonne fin.

L'adjudicateur dispose d'un délai de trente jours pour l'approbation ou le refus des plans à compter de la date à laquelle ceux-ci lui sont présentés.

Les documents éventuellement corrigés sont représentés à l'adjudicateur qui dispose d'un délai de quinze jours pour leur approbation, pour autant que les corrections demandées ne résultent pas d'exigences nouvelles de sa part.

Tout dépassement des délais prévus aux alinéas 2 et 3 entraîne une prolongation du délai d'exécution à due concurrence, à moins que l'adjudicateur ne prouve que le retard réellement causé au titulaire de marché est inférieur à ce dépassement.

Les **plans** que le titulaire de marché est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur le sont **en 3 exemplaires**.

Les dispositions qui précèdent sont également d'application aux autres documents et objets que le titulaire de marché établit ou fabrique pour mener à bonne fin l'exécution du marché.

Les plans de détail et d'exécution à établir par le titulaire de marché sont, entre autre, :

- **Les plans de détails et d'exécution**

- **les ouvrages de stabilité :**

- l'interprétation des essais géotechniques ;
- les plans et coupes des fondations ;
- les plans et coupes de coffrage et de ferrailage des éléments structuraux ;
- les plans des constructions métalliques, des charpentes en bois et des planchers avec indication des profilés retenus et des charges d'exploitation ;
- les descriptions techniques des éléments structuraux, établies sur la base des documents du marché et, en l'absence de spécifications techniques mentionnées dans les documents du marché, aux règles de l'art ;

- **les garde-corps et mains courantes :**

- les notes de calcul suivant la N.B.N. B03-103 ;

- les installations de techniques spéciales (installations électromécaniques, sanitaires, d'évacuation d'eau, de chauffage, de ventilation, d'air conditionné, électriques, d'éclairage, de téléphonie et data, de détection incendie, de détection intrusion, de protection contre la foudre, etc.) :
 - les schémas de principe des installations à réaliser ;
 - les descriptions techniques détaillées des installations techniques, établies sur la base des documents du marché et, en l'absence de spécifications techniques mentionnées dans les documents du marché, aux règles de l'art ;
 - les installations électriques :
 - les schémas et les plans de fabrication détaillés des nouveaux tableaux électriques ainsi que les adaptations éventuelles faites au niveau du(des) tableau(x) électrique(s) existant(s) ;
 - un accord écrit du fournisseur d'électricité concernant le schéma électrique appliqué et les caractéristiques prévues de l'appareillage H.T. ;
 - les menuiseries extérieures ;
 - les menuiseries intérieures.
- **Toutes les notes de calculs nécessaires :**

Complément de procédure :

Après la notification de l'approbation de sa soumission, **et au plus tard 15 jours de calendrier avant le début des travaux**, le Titulaire de marché dresse et/ou transmet obligatoirement :

- le **plan de son installation de chantier** accompagné d'une note détaillant l'organisation générale des accès, stockage et évacuation. (cf. poste « installation de chantier ») à ses frais et en trois exemplaires les plans de détails et d'exécution des travaux prescrits par les présentes clauses administratives.
- l'ensemble des documents spécifiques prévus par les clauses techniques. (**Fiches techniques, notices, notes de calcul, etc.**)

Ces documents seront soumis à l'approbation du Pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire de marché modifiera ces documents jusqu'à approbation sans réserve par le Pouvoir adjudicateur.

Dans ce cas, le Titulaire de marché est seul responsable du retard occasionné à l'avancement du chantier.

En aucun cas, le Titulaire de marché ne peut exécuter les travaux avant l'approbation écrite et définitive de ces documents. **Le Pouvoir adjudicateur a le droit de refuser chaque fourniture ou construction dont les documents n'auraient pas été préalablement approuvés.** L'approbation par le Pouvoir adjudicateur ne vaut pas réception et ne diminue en rien la responsabilité du Titulaire de marché.

Tous les plans établis par le Titulaire de marché portent un cartouche mentionnant clairement l'identité de leur auteur.

Précisions sur le contenu technique des documents attendus :

Tous les documents présentés dans le cadre de ce marché, tant lors de la soumission que lors de l'exécution, sont présentés en **langue française**.

Les procès-verbaux officiels non rédigés en langue française sont accompagnés d'une traduction faite par un traducteur.

Les traductions des autres documents (fiches techniques, notices techniques, etc.) sont certifiées exactes par le fabricant.

I. Plan de l'installation de chantier :

Ce plan fait apparaître clairement et à l'échelle :

- les clôtures ;
- les accès ;
- les circulations ;
- la salle de réunion et le bureau de chantier ;
- les locaux de vie et les sanitaires ;
- les aires de stockage des matériaux et du matériel ; etc.

- un descriptif complet des **matériels, des matériaux et des produits proposés**, dont notamment :

- les fiches techniques ;
- les notices techniques ;

N.B. : Chaque matériel, matériau ou produit est présenté par **une fiche technique d'en-tête** établie sur la base du modèle repris dans les annexes des présentes clauses administratives sous l'intitulé : **« Modèle-type de fiche technique »** ;

- un **dossier de sécurité incendie de l'infrastructure** doit être constitué par le Titulaire de marché au fur et à mesure des travaux. Ce dossier est constitué de l'ensemble des documents qui doivent être soumis au Service d'Incendie concernés en vue d'obtenir l'autorisation d'utiliser l'infrastructure et les installations. Il comprend :
 - ✓ les plans de compartimentage avec repérage de tous les éléments participant au compartimentage (portes RF, clapets CF, manchettes RF, resserrages RF, ...) ;
 - ✓ les procès-verbaux d'essais au feu de tous les éléments participant au compartimentage (hourdis béton, portes RF, faux-plafonds, clapets CF, manchettes RF, matériaux de resserrages RF des percements, ...) ;
 - ✓ la certification ISIB du poseur des portes RF ;
 - ✓ les attestations de placement du poseur des portes RF avec repérage de ces portes sur les plans ;
 - ✓ les attestations de protection contre le feu des éléments métalliques participant à la stabilité ;
 - ✓ le procès-verbal d'essai au feu reprenant la classification des différents revêtements (sols, murs, plafonds, cloisons, calorifuges, isolants acoustiques, ...) ;
 - ✓ les notes de calcul portant sur la vérification de la bonne adaptation des protections électriques aux impératifs de la protection des personnes et les plans des installations électriques signés par le Service Externe pour les Contrôles Techniques sur les lieux du travail ;
 - ✓ le procès-verbal du Service Externe pour les Contrôles Techniques sur les lieux du travail qui a contrôlé les installations électriques. Ce procès-verbal doit être vierge de remarque et infraction (y compris les installations électriques dépendant des installations de chauffage et de ventilation et l'éclairage de sécurité) ;
 - ✓ la documentation technique ainsi que les plans des installations de détection incendie signés par l'Organisme spécialisé accrédité pour la norme NBN S21-100, dont ;
 - un schéma logique de fonctionnement ;
 - un schéma de principe, unifilaire de l'installation ;
 - les plans de compartimentages RF avec implantation des détecteurs, des boutons-poussoirs, des sirènes, ... ;

- une note de calcul de l'autonomie de la batterie ;
- ✓ le procès-verbal de l'Organisme spécialisé accrédité pour la norme NBN S21-100 qui a essayé et contrôlé les installations de détection incendie. Ce procès-verbal doit être vierge de remarque et infraction ;
- ✓ l'attestation de qualité RF suivant la nouvelle norme du câble des installations secourues et de sécurité (diffusion du message d'évacuation, ...) ;
- ✓ les plans du réseau de gaz ;
- ✓ le procès-verbal de l'Organisme spécialisé accrédité ou du Service Externe pour les Contrôles Techniques sur les lieux du travail qui a contrôlé les installations de gaz. Ce procès-verbal doit être vierge de remarque et infraction ;
- ✓ les plans reprenant tous les moyens de lutte contre l'incendie ;
- ✓ le procès-verbal d'essai et de contrôle des dévidoirs à alimentation axiale par un organisme agréé ;
- ✓ Toutes les installations techniques incendie et de sécurité devront être compatibles avec le système préexistant sur le site du lycée français. **Les nouvelles installations incendie installées devront se raccorder aux logiciels et installations existantes (comptabilité avec le matériel INIM installé exigée).**

N.B. : Tous les éléments nécessitant une attestation de pose ou un procès-verbal d'essai au feu (résistance, stabilité ou réaction) font l'objet d'une attestation à compléter par le Titulaire de marché et à joindre au dossier de sécurité. Ces attestations font l'objet d'une corrélation entre le repérage des plans définitifs (*plans as-built*, DOE) et la description faite dans les attestations de pose.

Le Titulaire de marché est également tenu de fournir ces documents, rassemblés sous classeurs cartonnés (format A4), au Pouvoir adjudicateur.

II. Plans définitifs (*plans as-built*) et dossier d'après travaux (*dossier as-built*, DOE)

Le Titulaire de marché établit à ses frais les plans définitifs (*plans as-built*) et le dossier d'après travaux (*dossier as-built*, DOE) sur la base des documents du dossier d'exécution approuvés par le Pouvoir adjudicateur.

Le Pouvoir adjudicateur et le coordinateur sécurité et santé approuvent les plans définitifs (*plans as-built*) et le dossier d'après travaux (*dossier as-built*, DOE).

Pour rappel, les rapports des SECT et/ou Organismes de contrôle doivent être **conformes et vierges de toute remarque**.

Le Titulaire de marché est tenu de fournir ces plans et ce *dossier as-built* (DOE), rassemblés sous classeurs cartonnés (format A4), **au plus tard dix jours ouvrables (10 J.O.) avant la réception provisoire**, au Pouvoir adjudicateur. Il est également tenu de lui fournir une clé USB ou un autre support informatique contenant tous ces plans sous format *.dwg et les documents, constituant le dossier d'après travaux, sous format *.pdf.

4. MODIFICATIONS AU MARCHÉ

4.1 REVISION DES PRIX :

Le présent marché fait application des règles fixées par le CCAG-Travaux dans sa version en vigueur à l'arrêté du 30 mars 2021. Conformément à l'article 9.4.4 dudit CCAG-Travaux, les indices de référence sont ceux en vigueur sur le lieu d'exécution du marché, c'est-à-dire les indices belges.

Le présent marché **est soumis à la révision des prix** selon la formule suivante **et prioritairement à tout autre document de référence** (notamment les cahiers des charges « types ») :

$$p = P \times (a \times s/S + b \times i-2021/I-2021 + c)$$

Les valeurs contractuelles attribuées aux différents paramètres sont fixées comme suit :

Pour le lot 1 :

$$\underline{a} = 0,50 \quad \underline{b} = 0,50 \quad \underline{c} = 0,00$$

Pour l'application de la formule, les travaux sont censés être classés dans la catégorie A (classification belge).

Pour le lot 2 :

$$\underline{a} = 0,70 \quad \underline{b} = 0,30 \quad \underline{c} = 0,00$$

Pour l'application de la formule, les travaux sont censés être classés dans la catégorie D2 (classification belge).

Pour le lot 3 :

$$\underline{a} = 0,50 \quad \underline{b} = 0,50 \quad \underline{c} = 0,00$$

Pour l'application de la formule, les travaux sont censés être classés dans la catégorie E2 (classification belge).

Dans la formule :

- **P** est le montant établi sur la base du contrat.
- **p** est le montant réajusté.
- **S** est le salaire horaire moyen formé par la moyenne des salaires des ouvriers qualifiés, spécialisés et manœuvres fixés par la Commission Paritaire Nationale de l'Industrie de la Construction pour la catégorie correspondant au lieu où est situé le chantier de l'entreprise, salaire moyen en vigueur à la date qui précède de 10 jours la date fixée pour l'ouverture des soumissions et majorée du pourcentage global des charges sociales et assurances admis par le Ministère des Travaux Publics à la même date.
- **s** est le même salaire moyen en vigueur à la date initiale de la période mensuelle considérée dans l'acompte, majoré du pourcentage global des charges sociales et assurances admis par le Ministère des Travaux Publics à la même date.
- **I-2021** est l'indice des matériaux Travaux Publics (indice mensuel calculé sur la base d'une consommation annuelle des principaux matériaux et matières par l'industrie de la construction sur le marché intérieur), l'indice se rapportant au 2^e mois de calendrier

précédant la date fixée pour l'ouverture des soumissions.

- **i-2021** est le même indice se rapportant au 2^e mois de calendrier précédant la date initiale de la période mensuelle considérée dans l'acompte.

La formule de révision se résout de la manière qui suit :

Les rapports s/S et i-2021/I-2021 sont réduits en un nombre décimal comprenant au maximum 5 décimales dont la cinquième est majorée de 1 si la sixième décimale est égale ou supérieure à 5.

Quant au produit de la multiplication du quotient ainsi obtenu par la valeur du paramètre correspondant, il est arrêté à la cinquième décimale, laquelle est également majorée de 1 si la sixième est égale ou supérieure à 5.

Lors d'éventuels décomptes en cours d'exécution, **les prix convenus seront entendus non révisables**.

- **Imposition ayant une incidence sur le montant du marché :**

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire.

Pour rappel, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe sur la valeur ajoutée.

A l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations, que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où un groupement conjoint d'opérateurs économiques serait constitué pour le marché, les prix des prestations attribuées à chaque membre du groupement dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre les dépenses et marges correspondantes, y compris les charges que chaque membre du groupement peut être appelé à rembourser au mandataire.

Dans ce cas, les prix des travaux attribués au mandataire sont réputés comprendre, en sus, les dépenses et marge touchant les prestations complémentaires suivantes :

- la construction et l'entretien des moyens d'accès et des chemins de service nécessaires pour les parties communes du chantier ;

- l'établissement, le fonctionnement et l'entretien des clôtures, les dispositifs de sécurité et installation d'hygiène intéressant les parties communes du chantier ;
- le gardiennage, l'éclairage et le nettoyage des parties communes du chantier, ainsi que leur signalisation extérieure ;
- l'installation et l'entretien du bureau mis à la disposition du maître d'œuvre, si les documents particuliers du marché le prévoient ;
- les mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des autres membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En outre, dans le cas d'un groupement conjoint d'opérateurs économiques, la rémunération du mandataire pour les dépenses résultant de son action de coordination des membres du groupement conjoint est réputée couverte par les prix des travaux qui lui sont attribués.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le titulaire, de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

Seuls les sous-traitants présentés au moyen du formulaire joint au marché par le titulaire de marché, et acceptés par le maître d'ouvrage pourront se prévaloir d'un paiement direct.

En cas de cotraitance : la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.

En cas de sous-traitance, le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire de marché. Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la signature de l'accusé réception ou du récépissé qu'il aura remis audit sous-traitant pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et d'autre part, au pouvoir adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans le marché.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur ou à la personne désignée dans le marché par le pouvoir adjudicateur, accompagnée des factures et de l'accusé réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande.

Le pouvoir adjudicateur ou la personne désignée par lui dans le marché adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de quinze (15) jours prévu plus haut pour le titulaire de marché si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

4.2 Modifications de marché, suppléments, diminution, indemnités, ajournement et interruption des travaux :

4.2.1 Modifications de marché :

Les prix des prestations supplémentaires ou modificatives sont fixés par application de l'article 13 du CCAG-Travaux. Les prestations supplémentaires ou modificatives sont notifiées par ordre de service et concernent uniquement les prestations pour lesquelles le marché n' a pas prévu de prix.

Les prix nouveaux peuvent être soit des prix unitaires, soit des prix forfaitaires. Les autres dispositions de l'article 13 du CCAG-travaux s'appliquent entièrement.

4.2.2 Augmentation et diminution du montant des travaux :

Le montant des travaux s'entend du montant des travaux évalués, au moment de la décision d'augmentation ou de diminution du montant des travaux, à partir des prix initiaux du marché définis dans le métré récapitulatif remis avec l'offre des soumissionnaires.

Le montant contractuel des travaux est le montant des travaux résultant des prévisions du marché, c'est-à-dire du marché initial éventuellement modifié par les avenants intervenus.

Le titulaire est tenu de mener à son terme la réalisation des ouvrages faisant l'objet du marché, quelle que soit l'importance de l'augmentation du montant des travaux, par rapport au montant contractuel. Cette augmentation peut résulter de sujétions techniques imprévues ou d'insuffisance des quantités prévues dans le marché ou encore de toute cause de dépassement autres que celles qui sont énoncées ci-après :

Le titulaire n'est tenu d'exécuter des travaux qui correspondent à des changements dans les besoins ou les conditions d'utilisation auxquels les ouvrages faisant l'objet du marché doivent satisfaire que si le montant des travaux de cette espèce n'excède pas **le dixième** du montant contractuel des travaux.

Cette augmentation limite est fixée à la somme des augmentations limites afférentes respectivement à chacun des montants contractuels partiels de travaux relevant des modes dont il s'agit.

En ce cas, le titulaire peut refuser de se conformer à un ordre de service l'invitant à exécuter des travaux de l'espèce définie à l'alinéa précédent s'il établit que le montant cumulé de ces travaux prescrits par ordre de service depuis la notification du marché ou depuis celle du dernier avenant intervenu, y compris l'ordre de service dont l'exécution est refusée, excède un dixième du montant contractuel des travaux.

Le titulaire est tenu d'aviser le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, trente jours au moins à l'avance, de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel. Si le titulaire n'avise pas le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre dans le délai fixé à l'alinéa précédent, il est tenu d'arrêter les travaux à la date où le montant exécuté atteint le montant contractuel. Les travaux qui sont exécutés au-delà du montant contractuel ne sont pas payés.

Un tel refus d'exécuter opposé par le titulaire n'est toutefois recevable que s'il est notifié par écrit, avec les justifications nécessaires, au maître d'ouvrage, dans le délai de quinze jours suivant la notification de l'ordre de service prescrivant les travaux. Une copie de la lettre de refus est adressée au maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-Travaux, si l'augmentation du montant des travaux par rapport au montant contractuel est supérieure à un dixième du montant initial, le pouvoir adjudicateur qui reçoit le refus d'exécuter du titulaire prononce une mesure conservatoire à ses frais et prononce la résiliation du marché dans les conditions prévues aux articles 51 et 52 du CCAG-Travaux ou bien conclut un avenant avec le titulaire.

4.2.3 Modalités de diminution du montant des travaux :

En cas de diminution du montant des travaux n'excédant pas un dixième du montant initial du marché, le titulaire n'a droit à aucune indemnisation. En cas de diminution supérieure, les modalités d'indemnisation au titulaire prévues à l'article 15 du CCAG-Travaux s'appliquent (5 % du montant contractuel pour les prix forfaitaires et 20 % du montant contractuel pour les prix unitaires et moyenne des diminutions limites correspondant aux divers modes de rémunération intervenant dans les formules d'offres de prix ; cette moyenne étant pondérée au prorata de l'importance respective de l'intervention de chacun de ces modes).

Cette diminution limite est fixée à la somme des diminutions limites afférentes respectivement à chacun des montants contractuels partiels de travaux relevant des modes dont il s'agit.

4.2.4 Changements imprévus d'importance dans la nature de l'ouvrage :

Les modalités de détermination des éventuelles indemnités en raison de changements dans l'importance des diverses natures d'ouvrage sont régies par l'article 16 du CCAG-Travaux.

Dans le cas de travaux réglés sur prix unitaires, lorsque, par suite d'ordres de service ou de circonstances qui ne sont ni de la faute ni du fait du titulaire, l'importance de certaines natures d'ouvrages est modifiée de telle sorte que les quantités exécutées augmentent de plus d'un tiers ou diminuent de plus d'un quart par rapport aux quantités portées au détail estimatif du marché, le titulaire a droit à être indemnisé en fin de compte du préjudice que lui ont éventuellement causé ces changements.

L'indemnité à accorder s'il y a lieu est calculée d'après la différence entre les quantités réellement exécutées et les quantités prévues augmentées d'un tiers ou diminuées d'un quart.

Les stipulations qui précèdent ne sont pas applicables aux natures d'ouvrages pour lesquelles les montants des travaux figurant, d'une part, au détail estimatif du marché et, d'autre part, au décompte final des travaux sont l'un et l'autre inférieurs à 5 % du montant du marché.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité à l'occasion de l'exécution de natures d'ouvrages dont les prix unitaires figurent au bordereau mais pour lesquels le détail estimatif ne comporte pas

explicitement des quantités, sauf toutefois si le montant total des travaux exécutés auxquels s'appliquent de tels prix excède 5 % du montant du marché.

Dans le cas de travaux réglés sur prix forfaitaires, lorsque des changements sont notifiés par ordre de service du maître d'œuvre dans la consistance des travaux, le prix nouveau fixé suivant les modalités prévues à l'article 13 du CCAG-Travaux tient compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par le titulaire du fait de ces changements.

4.2.5 Pertes et avaries :

Conformément à l'article 17 du CCAG-Travaux, il n'est alloué au titulaire aucune indemnité au titre des pertes, avaries ou dommages causés par sa négligence, son imprévoyance, son défaut de moyens ou ses fausses manœuvres.

Le titulaire doit prendre à ses frais, risques et périls les dispositions nécessaires pour que les approvisionnements et les matériels et installations de chantier ainsi que les ouvrages en construction ne puissent être enlevés ou endommagés par les tempêtes, les crues, la houle et tous autres phénomènes naturels qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux.

En cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible, ou en cas de force majeure, le titulaire est indemnisé pour le préjudice subi, à condition :

- qu'il ait pris, en cas de phénomène naturel, toutes les dispositions nécessaires énoncées ci-dessus ;
- qu'il ait signalé immédiatement les faits par écrit au maître d'ouvrage.

Aucune indemnité ne peut néanmoins être accordée au titulaire pour perte totale ou partielle de son matériel flottant, les frais d'assurance de ce matériel étant réputés compris dans les prix du marché.

4.2.6 Ajournement de travaux :

Les modalités d'ajournement, d'interruption et de suspension des travaux sont fixées à l'article 53 du CCAG-Travaux.

L'ajournement des travaux peut être décidé par le maître d'ouvrage.

Cette décision a pour objet de différer le début des travaux ou d'en suspendre l'exécution. Il est alors procédé, suivant les modalités indiquées à l'article 11 du CCAG-Travaux, à la constatation des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés et des matériaux approvisionnés.

Le titulaire, qui conserve la garde du chantier, a droit à être indemnisé des frais que lui impose cette garde et du préjudice qu'il aura éventuellement subi du fait de l'ajournement. Une indemnité d'attente de reprise des travaux peut être fixée dans les conditions prévues dans le présent CCAP (modifications de marché, voir plus haut).

Si, par suite d'un ajournement ou de plusieurs ajournements successifs, les travaux ont été interrompus pendant plus d'une année, le titulaire a le droit d'obtenir la résiliation du marché, sauf si, informé par écrit d'une durée d'ajournement conduisant au dépassement de la durée d'un an indiquée ci-dessus, il n'a pas, dans un délai de quinze jours, demandé la résiliation.

4.2.7 Interruption des travaux pour retard de paiement :

Au cas où deux acomptes successifs n'auraient pas été payés, le titulaire peut, trente jours après la date de remise du projet de décompte pour le paiement du deuxième de ces acomptes, notifier au maître d'ouvrage, son intention d'interrompre les travaux au terme d'un délai de trente jours.

Si, dans ce délai, il n'a pas été notifié au titulaire une décision du maître d'ouvrage ordonnant la poursuite des travaux, le titulaire peut les interrompre.

Au cas où la poursuite des travaux a été ordonnée et sans préjudice du droit éventuel du titulaire à indemnité compensatoire, les intérêts qui lui sont dus par suite du retard dans le paiement des acomptes mensuels sont majorés de 50 % à compter de la notification de la décision mentionnée ci-dessus.

Au cas où le titulaire a régulièrement interrompu les travaux, les délais d'exécution des prestations sont de plein droit prolongés du nombre de jours compris entre la date de l'interruption des travaux et celle du paiement des acomptes en retard. Si le paiement du premier au moins des acomptes en retard n'est pas intervenu dans le délai de six mois après l'interruption effective des travaux, le titulaire a le droit de ne pas les reprendre et de demander par écrit la résiliation du marché.

4.2.8 Suspension des travaux en cas de circonstances imprévisibles :

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des travaux ou des prestations est prononcée par le maître d'ouvrage. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, le maître d'ouvrage se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais. Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze (15) jours à compter de la décision de suspension des travaux ou des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des ouvrages, des parties d'ouvrages exécutées, des matériaux approvisionnés et des immobilisations de matériels et de personnels ainsi que, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché du fait de la suspension et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par cette suspension.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 55 du CCAG-Travaux.

4.2.9 Procédure à suivre en cas de découverte imprévue d'asbeste/amiante (code du bien-être au travail belge)

En cas de rencontre imprévue d'asbeste ou de matériau suspecté d'en contenir (et non signalé dans l'inventaire amiante annexé), le titulaire de marché avertit immédiatement le personnel de surveillance du pouvoir adjudicateur présent sur le chantier.

Si aucun représentant du pouvoir adjudicateur n'est présent sur le chantier, le titulaire de marché prend contact, avec toute la diligence voulue, avec les services compétents du pouvoir adjudicateur pour signaler les faits.

La décision du pouvoir adjudicateur est communiquée, par téléphone, par courriel (mail) ou par télécopie ou encore consignée au journal des travaux, mais toujours confirmée par lettre dans les deux jours ouvrables.

Le pouvoir adjudicateur décide l'arrêt des travaux dans la zone considérée et ordonne le prélèvement du ou de(s) matériau(x) suspect(s), en vue d'analyse par un laboratoire agréé, d'échantillons. En cas de résultat positif (présence d'asbeste), le pouvoir adjudicateur prend toutes dispositions utiles, et fait effectuer tous les travaux nécessaires conformément au code du bien-être au travail, en fonction des circonstances particulières du chantier.

Si le pouvoir adjudicateur détermine, après expertise, qu'il n'y a pas de présence d'asbeste, il décide que le titulaire de marché doit poursuivre les travaux et confirme cette décision par écrit.

Dans le cas où le titulaire de marché serait en désaccord avec cette décision, c.à.d. s'il maintient sa suspicion de présence d'asbeste, il lui est loisible de faire procéder à des essais d'identification (toujours par un laboratoire agréé et dans la zone considérée des travaux dont le présent marché fait l'objet). Si le résultat de ces essais est négatif (pas d'asbeste), leurs coûts incombent totalement au titulaire de marché.

Si le résultat est positif (présence d'asbeste), le coût est alors à charge du pouvoir adjudicateur.

Imputation du coût des essais et des travaux occasionnés par la découverte d'asbeste :

Le coût des essais est à charge du pouvoir adjudicateur, excepté dans le cas où les essais réclamés lors de contestations par le titulaire de marché sont négatifs (pas d'asbeste).

Le coût de ces essais et celui des travaux d'encapsulage ou d'enlèvement et d'évacuation, etc., sont portés en compte à l'un des états mensuels qui suit leur réalisation.

4.3 Clauses de réexamen :

Le présent marché introduit la clause de réexamen définie ci-après. En cas de circonstances particulières, exceptionnelles et extérieures aux parties, telles que la crise sanitaire de Covid 19 en 2020 ou la guerre en Ukraine en 2022, bouleversant l'économie générale du marché, les conditions d'exécution du contrat pourront faire l'objet d'un réexamen entre le titulaire et le PAD.

Le titulaire du marché présentera une demande motivée de réexamen des conditions du marché. A cet égard, il transmettra au PAD tous documents justifiant les moyens supplémentaires effectivement mise œuvre pour l'exécution du marché.

Ce dossier motivé comprendra notamment :

- Une analyse précise du déficit provoqué par l'exécution du marché y compris :
 - Un sous-détail des prix du marché, faisant apparaître l'impact des circonstances exceptionnelles, notamment sur le prix des matières premières et de l'énergie.
 - La justification que la date d'acquisition des matières premières est postérieure à la période durant laquelle le prix a augmenté de façon imprévisible.
- L'impact des circonstances exceptionnelles sur les délais d'exécution (cas de pénuries de matière première ou de difficultés d'approvisionnement par exemple)
- Et tout autre document permettant de justifier le déficit subi par le titulaire et/ou son impossibilité de respecter le délai contractuel d'exécution.

Les modifications envisagées du marché ne pourront porter que sur :

- les délais d'exécution prévus au contrat(modification du calendrier/planning d'exécution)
- le prix des prestations

Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fera l'objet d'un avenant qui précisera notamment les nouvelles prestations et modalités financières du présent marché.

Ledit avenant devra être signé au plus tard dans un délai de six mois à compter de la date de réception de la demande de réexamen présentée. Au-delà de ce délai, la procédure de réexamen sera considérée comme caduque et prendra fin de plein droit.

5. CONTROLE ET SURVEILLANCE DU MARCHÉ

5.1 Etendue du contrôle et de surveillance

Le pouvoir adjudicateur peut faire surveiller ou contrôler partout la préparation ou la réalisation des prestations par tous moyens appropriés.

Le titulaire de marché est tenu de donner aux délégués du pouvoir adjudicateur tous les renseignements nécessaires et toutes les facilités pour remplir leur mission.

Le titulaire de marché ne peut pas se prévaloir du fait qu'une surveillance ou un contrôle a été exercé par le pouvoir adjudicateur pour prétendre être dégagé de sa responsabilité lorsque les prestations sont refusées ultérieurement pour défauts quelconques.

5.2 Contrôle des quantités

Dans les marchés à bordereau de prix ainsi que pour les postes en quantités présumées des marchés mixtes, les quantités exécutées sont mesurées par le titulaire de marché, sous le contrôle du pouvoir adjudicateur. Le résultat en est consigné dans un écrit signé par les deux parties.

En cas de désaccord ou tant que les parties n'ont pu aboutir à un accord, le pouvoir adjudicateur arrête d'office les quantités qu'il estime justifiées, tous les droits du titulaire de marché restant saufs.

5.3 Direction et contrôle – coordination des lots

Le présent poste spécifie les missions et/ou les impositions de l'entrepreneur coordinateur et des titulaires de marchés des autres lots.

L'ensemble des **moyens** à mettre en œuvre concrètement sur le chantier pour effectuer les missions de l'entrepreneur coordinateur sont **compris dans les postes installations de chantier du lot 1**.

Le poste **coordination** représente quant à lui les **honoraires de la mission de coordination**.

Le titulaire de marché du lot 1 coordonne les lots 2,3. Il est responsable de la bonne fin des travaux des lots 1,2 ET 3 devant le Maître de l'ouvrage délégué, avec obligation de moyen et de résultat.

Dans le cadre de cette mission, il assure l'organisation générale et la coordination du chantier et fournit aux autres entreprises l'ensemble des moyens d'exécution et des services communs (locaux de chantier, sanitaires de chantier, nettoyage du chantier, chauffage provisoire des locaux, sécurisation du chantier etc...).

Les titulaires de marchés des lots 2 et 3 exécutent leurs travaux sous la direction de l'entrepreneur coordinateur aux conditions des clauses administratives particulières décrites au sein cette rubrique et ses sous- sections.

Tous les échanges, documents, rapports etc. liés à ce marché se feront **exclusivement** en langue française. Il est **essentiel** que le personnel de l'entreprise en rapport et / ou contact avec le pouvoir adjudicateur **maîtrise la langue française**. Il doit y avoir en permanence un représentant de l'entreprise qui s'exprime correctement en français, ceci dans le but d'éviter toute ambiguïté, mauvaise compréhension, pouvant entraîner des malfaçons ou accidents.

« [...] L'adjudicateur exerce le contrôle des travaux, notamment par la délivrance d'ordres de service ou l'établissement de procès-verbaux. Les ordres de service, les procès-verbaux et tous autres actes ou pièces relatifs au marché sont notifiés à l'entrepreneur, soit par envoi recommandé ou envoi électronique assurant de manière équivalente la date exacte de l'envoi, soit par un écrit dont l'entrepreneur accuse réception.

L'entrepreneur est **seul responsable de la bonne exécution du marché**. Il assure la police du chantier et prend toutes les dispositions afin d'empêcher l'accès de personnes étrangères au chantier.

5.3.1 Procédure

Le simple fait pour l'ensemble des soumissionnaires des lots 1 à 3 de remettre leur offre signifie leur accord sans réserve sur la procédure telle que décrite dans les présentes clauses administratives.

5.3.2 Missions de l'entrepreneur coordinateur

La mission de coordination des lots à charge du titulaire de marché du lot 1, est poursuivie jusqu'à ce que chacun des autres lots ait été réceptionné provisoirement.

L'ensemble des moyens à mettre en œuvre sur le chantier repris ci-dessous sont compris dans les postes installations de chantier du lot 1.

Le titulaire de marché du lot 1 assurera la mission de pilotage de chantier de chaque lot :

- Surveillance du chantier : Mise à disposition d'un conducteur et d'un gestionnaire de chantier ;
- Coordination du chantier :
 - * Compilation des documents de tous les lots :
 - Planning partiel de chaque lot ;
 - Plan d'installation de chantier partiel de chaque lot ;
 - Plan de phasage pour chaque lot ;
 - États des lieux et de recollement (postes avec forfaits prévus pour chaque lot) ;
 - Documents nécessaires aux *plans AS BUILT*.
 - * Établissement des documents devenant contractuels pour tous les lots (en concertation avec ceux-ci) :
 - - Planning global + y compris phasages ;
 - - Plan d'installation global + y compris phasages ;
 - - *Plan AS Built* global ;
 - - Compte prorata + tenue du compte + facturation (gestion interne aux 3 entreprises).
 - * Gestion administrative :
 - - Tenue du planning - mise à jour hebdomadaire ;
 - - Mise à disposition des docs de soumissions + permis + plan d'ex sur le chantier + fiches techniques + matériel nécessaire aux réunions de chantier + journal des travaux ;
 - - Organisation de la réunion de chantier hebdomadaire (+ convocation des entrepreneurs des autres lots si nécessaire) ;
 - - Tenue quotidienne du journal des travaux ;
 - - la préparation des décisions à prendre et des moyens à mettre en œuvre pour tenter d'atteindre les objectifs fixés.
 - * Gestion technique :
 - - Organisation des réceptions par les SECT ;
 - - Recherche des réseaux sur le site (eau, égouttage, gaz, électricité, data) ;
 - - Études complémentaires (géotechnique et pollution de sol) si nécessaire.
 - * Organisation :
 - - assurance que les mesures de sécurité et les normes de protection du travail soient respectées en fonction de la réglementation du R.G.P.T. tant par lui-même que par les différents entrepreneurs des autres lots. Il rend compte de ses constats au coordinateur sécurité.

a. Organisation et coordination du chantier. (Poste coordination) :

La mission de l'entrepreneur coordinateur consiste en :

- La planification générale, la coordination et l'intégration des plannings partiels de l'ensemble des lots. L'entrepreneur coordinateur établit dans les 30 jours calendrier après la notification de l'attribution de son marché, un planning détaillé coordonné avec les plannings de l'ensemble des lots dans le respect du délai global des travaux. Ce planning, une fois approuvé par la Direction des travaux (Maître de l'ouvrage délégué assistée des bureaux d'études), devient contractuel pour toutes les parties ;
- La direction générale du chantier : coordination des entreprises et des travaux, sécurité, nettoyage, etc ;

- L'administration, la planification et le contrôle de l'établissement des plans d'exécution de l'ensemble des lots dans le respect des plans et spécifications des auteurs de projet et le suivi du calendrier de fourniture de ceux-ci ainsi que leur approbation. L'entrepreneur coordinateur associe les éléments techniques de ces plans et en particulier les tracés et croisements des diverses canalisations avec la collaboration de l'ensemble des lots de telle sorte que les plans soumis à l'approbation des auteurs de projet soient préalablement coordonnés ;
- Le planning de l'élaboration des plans qui tient compte du planning général des travaux, des délais d'approbation de ces plans par le Maître de l'ouvrage délégué et les auteurs de projet et des délais nécessaires aux auteurs de projet pour reporter sur leurs plans les percements et réservations demandés par les titulaires de marchés ;
- L'établissement et suivi des programmes journaliers de travail de chaque entrepreneur, la tenue du journal des travaux ;
- La préparation des décisions à prendre et des moyens à mettre en œuvre pour tenter d'atteindre les objectifs fixés, malgré les aléas de chantier et autres imprévus ;
- La définition des responsabilités en cas de retard. L'obligation de prévenir immédiatement par courrier le Maître d'Ouvrage délégué de tout retard de planning de l'ensemble des lots ;
- Le contrôle permanent de l'avancement réel des travaux, des approvisionnements et des effectifs occupés ;
- La coordination des percements, réservations et incorporations nécessaires dans les ouvrages pour l'exécution des travaux de tous les lots ;
- La désignation des emplacements pour l'installation de chantier, endroits de stockage, etc ;
- La surveillance des nettoyages ;
- La centralisation de toute correspondance entre les entrepreneurs et la Direction des travaux ;
- La participation aux réceptions et coordination des remises en état.

Il propose au Maître de l'ouvrage délégué et à ses conseils, pour décision, toutes mesures aptes à empêcher les dérives détectées et à permettre le respect du planning général. Il assure la mise à jour hebdomadaire du planning général en fonction des états d'avancement constatés et des décisions correctives prises.

En outre, l'entrepreneur coordinateur est chargé de :

- La mise en place du système d'enregistrement des présences sur chantier conformément à la loi belge du 8 décembre 2013 concernant les déclarations préalables de travaux et l'enregistrement de présence sur certains chantiers. L'entrepreneur coordinateur est responsable de l'enregistrement des ouvriers des entreprises des autres lots également ;
- Assurer l'appui logistique nécessaire à l'ensemble des intervenants en ayant pour objectif :
 - Le respect du délai d'achèvement et des programmes journaliers des travaux ;
 - Un développement continu et cohérent des travaux.
- Assurer le respect de la parfaite maintenance des ouvrages placés sous sa

responsabilité ;

- S'assurer que les mesures de sécurité préconisées par le coordinateur sécurité santé et la législation en vigueur soient respectées tant par lui-même que par les entrepreneurs et sous-traitants. Si nécessaire, se substituer aux entrepreneurs défaillants ou récalcitrants.

b. Fourniture des moyens d'exécution et des services communs. (Poste installation de chantier)

L'entrepreneur coordinateur prend en charge durant le délai global d'exécution des travaux les prestations suivantes, main d'œuvre et matériel compris. Les prestations comprennent aussi bien le montage que le démontage, la maintenance et l'utilisation, les frais de location et de transport.

Etat des lieux :

Avant tout début d'exécution de son entreprise, l'entrepreneur coordinateur dresse contradictoirement un procès-verbal de constat de l'état des lieux où il doit travailler et des abords immédiats de celui-ci. Le constat est accompagné d'un reportage photographique comportant au minimum une douzaine de clichés en couleur au format de 10 X 15 cm. Trois exemplaires de ces documents sont communiqués au Maître de l'ouvrage délégué.

Panneau de chantier :

L'entrepreneur coordinateur prend en charge la fourniture et le placement du panneau de chantier conformément à l'article qui en traite plus avant.

Nettoyage du chantier :

L'entrepreneur coordinateur assure le nettoyage au moins hebdomadaire du chantier proprement dit et de ses abords, jusqu'aux réceptions provisoires. Par nettoyage du chantier, il faut entendre l'entretien permanent de celui-ci et l'évacuation des décombres au départ des tas formés par les entrepreneurs aux endroits désignés par l'entrepreneur coordinateur.

Toutefois, le nettoyage du chantier ne dégage les entreprises d'aucune des obligations particulières de nettoyage spécifiques à leur entreprise. Les entrepreneurs exécuteront eux-mêmes et à leurs frais le nettoyage final de leur ouvrage permettant la réception de ceux-ci.

Distribution d'eau et de courant électrique :

Pendant toute la durée des travaux, l'entrepreneur coordinateur pourvoit à ses frais à la mise en place de points de fournitures permanents d'eau et de courant électrique à chaque niveau du bâtiment.

Les installations de distribution à partir du point de fourniture d'eau et de courant électrique, ainsi que leur entretien, sont à charge des entrepreneurs concernés.

Il pourvoit également à ses frais à l'installation d'office d'un éclairage permanent des chemins d'évacuation, notamment des escaliers.

Les installations nécessaires à la fourniture d'eau et de courant électrique ainsi que leur contrôle et leur réception par un organisme indépendant de contrôle technique, de même que leur entretien, leur enlèvement, leurs protections provisoires et leurs consommations

sont à la charge et aux frais de l'entrepreneur coordinateur.

L'ensemble des documents (procès-verbaux de réception technique, ...) relatifs aux points de fournitures permanents d'eau et de courant électrique à chaque niveau du bâtiment sont à regrouper dans une farde (classeur), tenue par l'entrepreneur coordinateur.

Installations sanitaires du chantier :

L'entrepreneur coordinateur prend en charge l'aménagement provisoire et l'entretien d'une installation sanitaire suffisante en vue de son utilisation par le personnel du chantier.

Locaux de chantier :

L'entrepreneur coordinateur prend en charge le placement de locaux de chantier jusqu'à la réception provisoire des 3 lots suivant art. 30 § 3 du cahier des charges type n° 100 de 1984.

Fermeture du chantier et gardiennage :

L'entrepreneur coordinateur est tenu d'assurer la clôture provisoire des zones de chantier.

Il a également le pouvoir de police sur le chantier. Il a donc le pouvoir de réprimande et d'expulsion à l'égard des personnes dont les agissements nuiraient à la bonne marche ou à la sécurité du chantier. Il assure le gardiennage éventuel du chantier et de ses abords et s'assure de la mise hors service de toutes les installations (eau, électricité,...) en dehors des heures de travail.

Il est toutefois bien entendu que toutes les fournitures, marchandises ou outillage, appartenant à un entrepreneur ou commandés par lui, séjournent sur le chantier à ses risques et périls jusqu'à la réception provisoire.

Sécurité de chantier :

Les entrepreneurs établiront eux-mêmes, sous leur responsabilité, toutes les protections nécessaires et conformes à la législation autour des ouvrages où ils exécutent leurs travaux. Ils s'assurent constamment qu'ils sont en règle avec la législation en vigueur.

L'entrepreneur coordinateur veillera constamment au respect de ces prescriptions. Il décidera de toutes les mesures d'office à prendre en cas de non application de celles-ci.

Réunions

L'entrepreneur coordinateur ou son délégué mandaté est tenu de participer à toutes les réunions techniques de chantier.

Tel que décrit dans les présentes clauses administratives, le conducteur et le gestionnaire devront tous deux participer aux réunions hebdomadaires. Toute absence non justifiée à une réunion sera passible de pénalités telles que prévues au point 7.2 ci-après.

Entretien et réfection

L'entrepreneur coordinateur prend en charge l'entretien et la réfection des pistes d'accès provisoires et définitives, voiries extérieures proches du chantier, abords, ...

5.3.3 Obligation des titulaires de marchés des lots 2, 3 :

Chaque titulaire de marché des lots autres que le lot 1 s'engage à :

- Respecter les injonctions de l'entrepreneur-coordonateur du lot 1. Le non-respect des dispositions du présent article sera passible de pénalités telles que prévues au point 7.2- *pénalités* des présentes clauses administratives ;
- Fournir un planning détaillé dans les 15 jours calendrier à dater de la notification pour permettre à l'entrepreneur coordinateur d'établir le planning général et les délais partiels ;
- Apporter sa complète collaboration à l'entrepreneur coordinateur dans l'exercice de sa tâche de planification ;
- Respecter le planning général établi sur base des données susmentionnées, le délai final et les délais partiels acceptés par le lycée français ne pouvant en aucun cas être dépassés ;
- Participer à toutes les réunions jugées nécessaires par le lycée français et/ou la Maîtrise d'œuvre et/ou l'entrepreneur coordinateur pour le suivi de chantier et les mises à jour éventuelles du planning général ;
- Respecter les mesures de sécurité préconisées par le coordinateur sécurité santé et la législation en vigueur ;
- L'évacuation régulière des déchets, décombres et matériaux non utilisés provenant de ses propres travaux conformément à la législation en vigueur ;
- Accepter dans ces réunions l'autorité de la Maîtrise d'œuvre, ce dernier étant le représentant du Maître de l'ouvrage délégué et de ce fait n'ayant pour but que de faire respecter les délais fixés et acceptés par les titulaires de marchés.

5.3.4 Rémunération de la mission d'entreprise coordinateur

La rémunération du titulaire de marché du lot 1 pour sa mission de coordination, soit les honoraires du gestionnaire et du conducteur, pour l'organisation et la coordination du chantier telles que décrites au point 5.3.2 ci-dessus, est reprise dans le titre « 02.21 Coordination de chantier » et plus particulièrement dans le poste « 02.21.9a Mission de pilotage de chantier » du métré joint aux présentes clauses administratives.

6. RECEPTIONS TECHNIQUES EN COURS DE MARCHÉ

6.1 Modes de réception technique

Il y a lieu de distinguer :

1° la réception technique préalable

2° la réception technique a posteriori

Le pouvoir adjudicateur peut renoncer à tout ou partie des réceptions techniques lorsque le titulaire de marché prouve que les produits ont été contrôlés par un organisme d'évaluation de la conformité lors de leur production.

En vue des réceptions techniques, le pouvoir adjudicateur contrôle chaque fois qu'il l'estime utile, sur aire de fabrication, en ateliers ou dépôts des constructeurs, sous-traitants ou intermédiaires, aux lieux de livraison, les matériaux, matériels et éléments de construction à mettre en œuvre ou à fournir.

6.2 Réception technique préalable

En règle générale, les produits ne peuvent être mis en œuvre s'ils n'ont été, au préalable, réceptionnés par le pouvoir adjudicateur ou son délégué.

La réception technique peut être opérée à différents stades de la production.

Les produits qui, à un stade déterminé, ne satisfont pas aux vérifications imposées, sont déclarés ne pas se trouver en état de réception technique.

A la demande du titulaire de marché, le pouvoir adjudicateur vérifie conformément aux documents du marché si les produits présentent les qualités requises ou, à tout le moins, sont conformes aux règles de l'art et satisfont aux conditions du marché.

Si les vérifications opérées comportent la destruction de certains produits, ceux-ci sont remplacés à ses frais par le titulaire de marché.

Lorsque le pouvoir adjudicateur constate que le produit présenté n'est pas dans les conditions requises pour être examiné, la demande du titulaire de marché est considérée comme non avenue. Une nouvelle demande est introduite lorsque le produit se trouve prêt pour la réception.

Pour notifier sa décision d'acceptation ou de refus, le pouvoir adjudicateur dispose des délais suivants à compter du jour où la demande de réception lui parvient :

1° trente jours;

2° soixante jours si les formalités de réception sont accomplies en laboratoire.

Lorsque les produits sont présentés pour réception en un lieu situé hors du territoire belge, le délai est augmenté du nombre de jours nécessaires au voyage aller et retour des réceptionnaires. En cas de dépassement de ces délais par le fait du pouvoir adjudicateur, une prolongation à due concurrence du délai d'exécution est accordée de plein droit. Cette prolongation exclut tout droit à des dommages et intérêts.

Si l'entrepreneur met en œuvre des matériaux, fournitures ou matières n'ayant pas été présentés à l'agrément du représentant du pouvoir adjudicateur et ne satisfaisant pas aux clauses du contrat, il ne peut invoquer leur agrément tacite et est considéré en défaut d'exécution. Le pouvoir adjudicateur peut notamment demander l'arrêt des travaux en cause et ce, sans indemnités, jusqu'à ce que les produits refusés aient été remplacés par d'autres qui satisfont aux clauses et prescriptions du contrat.

Il est renoncé aux essais de réception technique préalable pour les produits porteurs de la marque de conformité « BENOR », « CE », ou qui font l'objet lors de leur fabrication d'un contrôle par un **service indépendant de contrôle technique (O.I.C.T.)**. En cas de doute, le pouvoir adjudicateur se réserve néanmoins le droit de procéder à une partie ou à la totalité des essais de réception ; les résultats de ces essais peuvent être communiqués à l'organisme chargé de l'attribution de la marque « BENOR », « CE » ou du contrôle de la qualité pour le produit concerné.

Quand l'entrepreneur propose des produits dits équivalents, mais non contrôlés, ces produits ne peuvent être mis en œuvre avant que le pouvoir adjudicateur se soit assuré de cette équivalence par une réception complète du lot.

Les résultats de tous les essais doivent être connus et satisfaisants. Les mêmes dispositions sont valables pour les produits portant la marque conformité CEBEC.

Des produits ayant satisfait à une réception technique préalable peuvent encore être refusés ultérieurement. Ces produits sont immédiatement remplacés par le titulaire de marché lorsque, à la suite d'un nouvel examen, soit avant l'emploi, soit au moment de la mise en œuvre, soit après l'exécution du marché mais avant la réception définitive, des défauts ou avaries qui auraient échappé à un premier examen ou des avaries qui seraient survenues postérieurement viennent à être constatés.

6.3 Réception technique a posteriori

Pour les prestations soumises à une réception technique a posteriori, une retenue est effectuée sur les paiements de ces prestations jusqu'à ce que les résultats de la réception technique soient connus. Sont considérés comme des réceptions techniques a posteriori : les contrôles et réceptions légaux obligatoires à effectuer par un organisme d'évaluation de la conformité (O.E.C.), tel qu'un service extérieur de contrôle technique, un organisme agréé, un organisme notifié, un organisme certifié, un organisme spécialisé, etc., ou équivalent

Lorsqu'un contrôle d'un O.E.C. est requis, ce dernier doit approuver les plans « *as built* » et tous autres documents précisés dans les clauses du marché. L'absence de ces documents ou leur non-conformité entraîne le refus de réception technique de l'installation et de sa mise en service.

Le recours au contrôle d'un O.E.C. (choix et honoraires) est à charge du pouvoir adjudicateur, sauf exceptions mentionnées dans les clauses techniques. Le pouvoir adjudicateur communique les résultats de ces contrôles dans les plus brefs délais et au plus tard dans les 30 jours de calendrier. Toutefois, dans le cas où l'O.E.C., constaterait des infractions ou formulerait des remarques sur le travail réalisé, il appartiendrait au titulaire de marché de faire établir un nouveau procès-verbal de contrôle par le même service du SECT ou de l'O.E.C., précisant qu'il a été remédié aux anomalies constatées. Ces nouveaux P.V. et prestations seraient entièrement à charge du titulaire de marché.

Les installations de type protection incendie, électriques, alerte – alarme, ..., ne seront mises en service qu'après une réception technique satisfaisant par l'O.E.C. **La réception provisoire de l'ensemble des travaux ne pourra se faire qu'un mois après la mise en service de ces installations.** L'absence de dossiers "As Built", de dossier "sécurité-incendie", de procès-verbaux de réception technique par un O.E.C. ou par le service de prévention incendie constitue une cause de refus de réception provisoire.

7. MOYENS D'ACTION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

7.1 Défaut d'exécution et sanctions :

Le titulaire de marché est considéré en défaut d'exécution du marché :

- 1° lorsque les prestations ne sont pas exécutées dans les conditions définies par les documents du marché ;
- 2° à tout moment, lorsque les prestations ne sont pas poursuivies de telle manière qu'elles puissent être entièrement terminées aux dates fixées ;
- 3° lorsqu'il ne suit pas les ordres écrits, valablement donnés par l'adjudicateur.

Tous les manquements aux clauses de marché, y compris la non observation des ordres du pouvoir adjudicateur sont constatés par un procès-verbal dont une copie est transmise immédiatement au pouvoir adjudicataire par envoi recommandé ou par envoi électronique qui assure de manière équivalente la date exacte de l'envoi.

Le titulaire de marché est tenu de réparer sans délai ses manquements. Il peut faire valoir ses moyens de défense auprès de l'adjudicateur par envoi recommandé ou par envoi électronique qui assure de manière équivalente la date exacte de l'envoi. Cette défense est envoyée dans les quinze jours suivant la date de l'envoi du procès-verbal. Après ce délai, son silence est considéré comme une reconnaissance des faits constatés.

Le titulaire de marché a conscience que le Code Pénal Social belge est d'application et qu'il est

susceptible, lui ou ses sous-traitants directs ou indirects, de voir infliger les mesures de compensation prévues par la législation sociale belge en vigueur.

7.2 Pénalités

Les pénalités spéciales suivantes sont prévues :

- Pour les entreprises des lots 2, 3, pénalité journalière de 200 € pour la non fourniture du planning détaillé dans le délai de 15 jours calendrier à dater de la notification.
- Pour l'entreprise du lot 1 : pénalité journalière de 200 € pour la non fourniture du planning coordonné et la définition des délais partiels de vigueur dans le délai de 30 jours calendrier à dater de la notification.
- Pénalité journalière de 280 € pour le non-respect du délai global d'exécution ainsi que non-respect des délais partiels définis par l'entrepreneur coordinateur. Pour rappel une des missions de l'entrepreneur coordinateur est d'établir un planning détaillé coordonné avec les plannings de chacun des lots 2, 3, dans le respect du délai global des travaux. Ce planning, une fois approuvé par la Direction des travaux (Maître de l'ouvrage délégué assistée des bureaux d'études), devient contractuel pour toutes les parties.
- Absence de l'entrepreneur à la réunion de chantier (si toujours pas présent après une heure d'attente) : 200 euros par constatation
- Retard de plus de 30 minutes de l'entrepreneur à la réunion de chantier : 50 euros par constatation
- Manque de nettoyage ou mauvaise gestion des déchets sur chantier : 100 euros par jour tant que la situation n'est pas redevenue normale et approuvée par le Pouvoir adjudicateur
- Manquement répétitif au non-respect des mesures de sécurité : 200 euros par jour tant que la situation n'a pas été corrigée et approuvée par le Pouvoir adjudicateur
- Infraction à la tenue du registre journalier des présences sur chantier (à charge de l'entrepreneur du lot 1) d'un montant supérieur à 500.000 euros HTVA (imposition réglementaire relative à la législation sociale et fiscale) : 100 euros par constatation.
- Pénalité pour le non-respect du délai global d'exécution ainsi que non-respect des délais partiels définis par l'entrepreneur coordinateur : 95,00 euros/h pour les prestations complémentaires de l'architecte, 15,00 euros/page pour les prestations de la secrétaire.

7.3 Amendes pour retard :

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, des amendes sont dues, sans mise en demeure, par la seule expiration du délai d'exécution sans intervention d'un procès-verbal et appliquées de plein droit pour la totalité des jours de retard.

Nonobstant l'application des amendes pour retard, le titulaire de marché reste garant vis-à-vis de l'adjudicateur des dommages et intérêts dont celui-ci est, le cas échéant, redevable à des tiers du fait du retard dans l'exécution du marché.

Les amendes pour retard sont calculées par la formule suivante :

$$R = \frac{0,45 \times M \times n^2}{N^2}$$

Dans la quelle :

R = montant de l'amende à appliquer

M = montant initial du marché

N = le nombre de jours ouvrables prévus dès l'origine pour l'exécution du marché.

N = le nombre de jours de retard.

Les modalités de mise en application de ces amendes sont régies par les règles fixées à l'article 19 CCAG-Travaux. Toutefois, par dérogation à cet article, les sommes inférieures à 1 000 € au titre des seules amendes au marché ne sont pas exonérées pour le titulaire.

7.3.1 Base de calcul des pénalités :

La taxe sur la valeur ajoutée n'est pas prise en considération dans la base de calcul des pénalités.

7.3.2 Emploi d'un ressortissant d'un pays tiers en séjour illégal (art. 35/7-35/13 Loi 12.04.1965)

Lorsque le titulaire, l'opérateur de marché ou le sous-traitant reçoit copie de la notification visée à l'article 49/2, alinéa 4, du Code pénal social belge, dans laquelle il est informé qu'il occupe en Belgique un ou plusieurs ressortissants d'un pays tiers en séjour illégal, ce titulaire de marché ou sous-traitant s'abstient, avec effet immédiat, de se rendre encore au lieu d'exécution du marché ou de poursuivre l'exécution du marché, et ce jusqu'à ce que le pouvoir adjudicateur donne un ordre contraire.

Il en va de même lorsque le titulaire de marché ou sous-traitant est informé :

- soit par le titulaire de marché ou par le pouvoir adjudicateur selon le cas de ce qu'ils ont reçu la notification, visée à l'article 49/2, alinéas 1er et 2, du Code pénal social belge, concernant cette entreprise ;
- soit via l'affichage prévu par l'article 35/12 de la loi du 12 avril 1965 relative à la protection de la rémunération des travailleurs, qu'il occupe en Belgique un ou plusieurs ressortissants d'un pays tiers en séjour illégal.

8. FIN DU MARCHÉ

8.1 Réceptions

Les modalités de réception du présent marché sont fixées comme suit :

Les prestations ne sont réceptionnées qu'après avoir satisfait aux vérifications, aux réceptions techniques et aux épreuves prescrites. Il est prévu une réception provisoire à l'issue de l'exécution des prestations qui font l'objet du marché et, à l'expiration d'un délai de garantie, une réception définitive qui marque l'achèvement complet du marché.

Les réceptions se feront comme suit :

- A la fin des travaux : Une réception provisoire de l'ensemble des ouvrages ;

- 1 an après cette réception provisoire :
 - Une réception définitive de l'ensemble des ouvrages à l'exception des travaux de chauffage et de ventilation (lot 2, HVAC)
 - Une deuxième réception provisoire pour les travaux de chauffage et de ventilation (lot 2; HVAC);
- 1 an après la 2ème réception provisoire « chauffage et ventilation » : Une réception définitive pour les travaux de chauffage et de ventilation (délai de garantie de 2 ans) (lot 2 HVAC);

L'ouvrage n'est considéré comme achevé que lorsque :

- Le Titulaire de marché a soumis, au plus tard dix jours ouvrables (10 J.O.) avant la réception provisoire, à l'approbation du pouvoir adjudicateur les plans définitifs (plan as-built) et le dossier d'après travaux (dossier as-built) complets. 'Plans de détail et d'exécution établis par le Titulaire de marché des présentes clauses administratives qu'il a veillé à ce que le pouvoir adjudicateur dispose s'il échet, des rapports de contrôles 'Réception technique a posteriori' des présentes clauses administratives vierges de remarques ;
- Le Titulaire de marché a veillé, au plus tard cinq jours ouvrables (5 J.O.) avant la réception provisoire, à la formation du personnel de l'utilisateur ainsi qu'à sa formation (écolage) par des délégués compétents des installateurs ou les fournisseurs des équipements en vue de la bonne utilisation des installations techniques, 'Réception technique a posteriori' des présentes clauses administratives ;
- Le Titulaire de marché a dressé à son initiative, à ses frais et en présence des deux parties, l'état des lieux de récolement complet 'Organisation du chantier' des présentes clauses administratives, qu'il en a communiqué une copie à la Direction des travaux et qu'il a effectué à ses frais, les éventuelles réparations ;
- Le titulaire de marché a mis tous les lieux où il a réalisé des travaux et tous les ouvrages qu'il a exécutés, en parfait état de propreté, notamment par un nettoyage complet et soigné.

L'absence de dossier "As Built", de dossier "sécurité-incendie", de procès-verbaux de réception technique par un O.E.C. ou par le service de prévention incendie constitue une cause de refus de réception provisoire.

Les réceptions sont réalisées selon les modalités du cahier des charges type n° 105.

Pour les installations soumises à une réception technique à posteriori, la réception provisoire ne pourra avoir lieu qu'un mois après la mise en service des installations.

8.2 Garanties

Les garanties liées au présent marché sont déterminées comme suit :

Le délai de garantie prenant cours à la date à laquelle la réception provisoire est accordée et est fixé à un an pour l'ensemble de l'entreprise. Les ouvrages ou le matériel dont la garantie est supérieure à un an, seront couverts par la garantie donnée par le titulaire de marché dans son offre.

Pour les installations de chauffage et de ventilation et sanitaires, le délai de garantie est étendu à deux ans conformément notamment aux spécifications du cahier des charges type n°105.

Garantie décennale : à partir de la réception provisoire et sans préjudice des dispositions relatives à ses obligations pendant le délai de garantie, l'entrepreneur répond de la solidité de l'ouvrage et de la bonne exécution des travaux conformément aux articles 1792 et 2270 du Code civil belge.

En cas de contrat entretien omnium pour les installations d'ascenseur, pendant la période de garantie des installations du marché de base, le titulaire de marché doit faire effectuer par la société de

maintenance proposée, l'entretien, les dépannages et le remplacement des pièces défectueuses suivant les prescriptions définies aux contrats d'entretien/omnium des installations de l'ascenseur présentés en annexe des présentes clauses administratives. Le coût de ces prestations est compris dans le marché de base au travers des prestations préalables à la réception définitive. Le titulaire de marché reste seul responsable pendant la période de garantie.

La réception définitive du marché de base ne pourra être accordée qu'après présentation, par le titulaire de marché, d'une attestation, émanant de la société de maintenance de l'ascenseur chargée de l'entretien, spécifiant que les installations sont dans un parfait état.

A l'expiration du délai de réception définitive de tous les éléments d'ouvrage construits ou présents sur le site du maître d'ouvrage, celui-ci reste libre de conclure des contrats de maintenance par les titulaires de son choix pour les installations qui auront été réceptionnées par lui.

Les titulaires de marché s'assurent donc de la mise à disposition de tous les éléments techniques (documentations techniques, relevés à réception, contrôles techniques, mesures diverses...) permettant la conclusion future de ce type de contrat, et notamment :

- La documentation technique pour les installations de chauffage et de ventilation
- La documentation technique pour les installations de courants faibles et forts
- La documentation technique pour les installations de téléphonie (type d'autocommutateur installé, mots de passe et logiciels installés, types d'interphonie/parlophonie, le cas échéant).
- La documentation technique liée au dossier incendie
- Liste non exhaustive.

Pendant le délai de garantie, le titulaire est en outre tenu à une obligation appelée obligation de parfait achèvement, au titre de laquelle il doit :

- a) Exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise signalés dans les réserves des réceptions provisoires et définitives ;
- b) Remédier à tous les désordres signalés par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- c) Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs, dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées conformément aux stipulations prévues par les documents particuliers du marché ;

Les dépenses correspondant aux travaux complémentaires prescrits par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre ayant pour objet de remédier aux déficiences énoncées aux b et c ci-dessus ne sont à la charge du titulaire que si la cause de ces déficiences lui est imputable.

L'obligation de parfait achèvement ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usage ou de l'usure normale.

A l'expiration du délai de garantie, le titulaire est dégagé de ses obligations contractuelles, à l'exception des garanties particulières éventuellement prévues par les documents particuliers du marché.

Les sûretés éventuellement constituées sont libérées dans les conditions réglementaires.

Si le maître d'ouvrage fait obstacle à la libération des sûretés, il en informe, en même temps, le

titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Si, à l'expiration des délais de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés aux points a), b) et c) ci-dessus ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le délai de garantie peut être prolongé par décision du maître d'ouvrage jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le titulaire ou qu'elle le soit d'office en cas de manifestations de réserves dans les réceptions prononcées par le maître d'ouvrage.

8.3 Fin du marché :

a. Réception provisoire :

Il appartient au titulaire de marché de donner connaissance de l'achèvement des travaux par envoi recommandé ou envoi électronique (assurant de manière équivalente la date exacte de l'envoi) au Maître de l'Ouvrage et de demander, par ce moyen, de procéder à la réception provisoire. Pour autant que les résultats des vérifications des réceptions techniques et des épreuves prescrites soient connus, la réception provisoire a lieu dans les 20 jours qui suivent la date de fin des travaux. Il est, selon le cas, dressé un procès-verbal de réception provisoire ou de refus de réception, éventuellement assortis de réserves à lever.

b. Réception définitive :

La réception définitive doit être demandée par le Titulaire de marché un mois avant la date de fin du délai de garantie. La réception définitive a lieu dans les 20 jours qui précèdent le jour de l'expiration du délai de garantie. Il est dressé un procès-verbal de réception définitive ou de refus de réception qui comporte :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ; - les épreuves éventuellement prévues par le marché ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- la vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Le procès-verbal dressé sur-le-champ par le maître d'œuvre et signé par lui et par le titulaire. Si le titulaire refuse de signer le procès-verbal, il en est fait mention. Un exemplaire est remis au titulaire. Dans le délai de cinq jours suivant la date du procès-verbal, le maître d'œuvre fait connaître au titulaire s'il a ou non proposé au maître d'ouvrage de prononcer la réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir, ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

Dans le cas où le maître d'œuvre ne respecte pas le délai de cinq jours mentionné à l'alinéa précédent, le titulaire peut transmettre un exemplaire du procès-verbal au maître d'ouvrage, afin de lui permettre de prononcer la réception des travaux, le cas échéant.

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au titulaire dans les trente jours suivant la date du procès-verbal. La

réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le maître d'ouvrage dans la décision de réception. Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée sans effet.

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le maître d'ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

Toute prise de possession des ouvrages par le maître d'ouvrage doit être précédée de leur réception. Toutefois, s'il y a urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception, sous réserve de l'établissement préalable d'un état des lieux contradictoire.

Dans le cas où le maître d'œuvre ne respecte pas ses obligations, le maître d'ouvrage est habilité à effectuer les opérations qui lui incombent à sa place, et aux frais du maître d'œuvre.

A l'inverse, dans le cas où le maître d'ouvrage ne respecte pas ses obligations et à défaut de décision relative à l'acceptation ou non de la réception définitive, les propositions du maître d'œuvre s'imposent au maître d'ouvrage.

8.4 Mise à disposition d'ouvrages ou parties d'ouvrage :

Le présent article s'applique lorsque le marché, ou un ordre de service, prescrit au titulaire de mettre, pendant une certaine période, certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages, non encore achevés, à la disposition du maître d'ouvrage et sans que celui-ci en prenne possession, afin notamment de lui permettre d'exécuter, ou de faire exécuter par d'autres entrepreneurs, des travaux autres que ceux qui font l'objet du marché.

Avant la mise à disposition de ces ouvrages ou parties d'ouvrages, un état des lieux est dressé contradictoirement entre le maître d'œuvre et le titulaire.

Le titulaire a le droit de suivre les travaux non compris dans son marché qui intéressent les ouvrages ou parties d'ouvrages ainsi mis à la disposition du maître d'ouvrage. Il peut faire des réserves, s'il estime que les caractéristiques des ouvrages ne permettent pas ces travaux ou que ces travaux risquent de les détériorer. Ces réserves doivent être motivées par écrit et adressées au maître d'œuvre.

Lorsque la période de mise à disposition est terminée, un nouvel état des lieux contradictoire est dressé.

Sous réserve des conséquences des malfaçons qui lui sont imputables, le titulaire n'est pas responsable de la garde des ouvrages ou parties d'ouvrages pendant toute la durée où ils sont mis à

la disposition du maître d'ouvrage.

8.5 Résiliations du marché

Les cas de résiliation possibles sont :

- Résiliations pour événements extérieurs :

1. Décès ou incapacité du titulaire

En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, le maître d'ouvrage peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

2. Sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire, dans les conditions prévues au point 8.6 ci-après.

3. Incapacité physique du titulaire :

En cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire, compromettant la bonne exécution du marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché.

La résiliation n'ouvre droit à pour le titulaire à aucune indemnité.

4. Résiliation du fait du représentant du maître d'ouvrage ou de son mandataire :

Dans le cas où le marché prévoit que son exécution doit commencer sur un ordre de service intervenant après la notification du marché, si cet ordre de service n'a pas été notifié dans le délai fixé par le marché ou, à défaut d'un tel délai, dans les quatre mois suivant la notification du marché, le titulaire peut :

- soit proposer au maître d'ouvrage une nouvelle date de commencement d'exécution. Les prestations sont alors exécutées aux conditions économiques du marché tel qu'il a été notifié. Si le maître d'ouvrage refuse la proposition du titulaire, celui-ci peut demander par écrit la résiliation du marché ;
- soit demander, par écrit, la résiliation du marché.

Lorsque la résiliation est demandée par le titulaire en application du présent article, elle ne peut lui être refusée.

Si, ayant reçu l'ordre de commencer l'exécution du marché, le titulaire n'a pas, dans un délai de quinze jours suivant la date de réception, refusé d'exécuter cet ordre et proposé une nouvelle date de commencement ou demandé la résiliation du marché, il est réputé, par son silence, avoir accepté d'exécuter les prestations aux conditions initiales du marché.

Lorsque la résiliation est prononcée à la demande du titulaire en application du présent article, celui-ci est indemnisé des frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et nécessaires à son exécution. Il doit, à cet effet, présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans le délai de deux mois, à compter de la notification de la décision de résiliation.

5. Après ajournement ou interruption des travaux : selon les modalités prévues à l'article 4

des présentes clauses administratives

6. Résiliation pour faute du titulaire :

Le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- a) Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires, relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage ;
- b) Le titulaire a refusé de représenter ou de restituer des bâtiments, terrains, matériels, produits de construction, équipements et approvisionnements qui lui ont été confiés, ou il a dégradé ou utilisé de manière abusive ces bâtiments, terrains, matériels, objets et approvisionnements ;
- c) Le titulaire, dans les conditions prévues aux présentes clauses administratives, ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement a fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis du maître d'œuvre, et si le titulaire n'a pas été autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des travaux. Dans ce cas, la résiliation du marché décidée peut être soit simple, soit aux frais et risques du titulaire ;
- d) Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 6 et suivants du « Règlement de la consultation » ;
- e) Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues aux présentes clauses administratives ;
- f) Le titulaire déclare, sauf en cas de décès ou d'incapacité civile, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- g) Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- h) Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel, et à la sécurité ;
- i) Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- j) Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts.

Sauf dans les cas prévus aux h, i et j de l'alinéa ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée sans effet.

Dans le cadre de la mise en demeure, le maître d'ouvrage informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations

7. Résiliation pour motif d'intérêt général :

Lorsque le maître d'ouvrage résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé par les documents particuliers du marché ou, à défaut, de 5 %.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications

nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité.

Le titulaire doit, à cet effet, présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

8.6 Redressement ou liquidation judiciaire en cours de marché

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire ou toute autre mesure d'effet équivalent prononcé par un tribunal d'un ordre de juridiction judiciaire commercial dans un pays de l'Union européenne.

L'entreprise placée en redressement judiciaire est la situation dans laquelle une entreprise est placée en cessation de paiement et obéit à une procédure de sauvegarde, menée par un administrateur judiciaire.

L'entreprise placée en liquidation judiciaire est une entreprise placée en procédure de cessation d'activité, menée par un liquidateur.

Dans tous les cas, le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique par le titulaire de marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur ou, lorsqu'il n'en a pas été désigné au titulaire, une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger la poursuite de l'exécution du marché. En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation est prononcée. La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation est prononcée **sauf** si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. La personne publique adresse alors au liquidateur ou, lorsqu'il n'en a pas été désigné, au titulaire, une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger la poursuite de l'exécution du marché. En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation est prononcée. La résiliation prend effet à la date de la décision du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité.

Les mesures des juridictions commerciales prononcées par les tribunaux des pays membres de l'Union européenne concernant les titulaires d'effets équivalents au redressement ou à la liquidation judiciaire française obéissent aux mêmes règles de procédure.

9. PAIEMENT

9.1 Rémunération du titulaire et de ses éventuels sous-traitants :

Le présent marché ne prévoit pas de versement d'avances mais un règlement par acomptes.

Le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde établi selon les modalités ci-après.

Dans le cas d'application d'un prix forfaitaire, le prix est dû dès lors que l'ouvrage, la partie d'ouvrage ou l'ensemble de prestations auquel il se rapporte a été exécuté. Les différences éventuellement

constatées, pour chaque nature d'ouvrage, ou chaque élément d'ouvrage entre les quantités réellement exécutées et les quantités indiquées dans la décomposition de ce prix, établie conformément à l'article 2.1 du chapitre 2 ci-dessus, même si celle-ci a valeur contractuelle, ne peuvent conduire à une modification de ce prix. Il en est de même pour les erreurs que pourrait comporter cette décomposition.

Dans le cas d'application d'un prix unitaire, la détermination de la somme due s'obtient en multipliant ce prix par la quantité de natures d'ouvrages exécutée ou par le nombre d'éléments d'ouvrage mis en œuvre.

Dans le cas d'une formule mixte faisant intervenir des prix forfaitaires et des prix unitaires, les prescriptions relatives à chacun de ces modes sont applicables pour le calcul de la somme due au titulaire.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le paiement est effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les travaux exécutés par des sous-traitants ayant droit au paiement direct sont payés dans les conditions stipulées par l'acte spécial de sous-traitance.

9.2 Détermination des acomptes

Chaque acompte reçu dans les conditions ci-dessous comprend, s'il y a lieu, une part correspondant aux approvisionnements constitués en vue de travaux.

Les approvisionnements désignent les matériaux, produits ou composants de construction constitués par le titulaire pour l'exécution des travaux objet du marché et dont la date de commande est postérieure à la notification du marché.

Le montant correspondant s'obtient en appliquant aux quantités à prendre en compte les prix du bordereau de prix inséré dans le marché et les sous-détails de ces prix, relatifs aux matériaux, produits ou composants de construction à mettre en œuvre.

A l'appui de tout projet de décompte mensuel comportant des approvisionnements, le titulaire produit :

- tout document justificatif mentionnant au minimum la date de la commande, la description précise des approvisionnements, les quantités livrées ;
- les références des prix unitaires ou des prix forfaitaires concernés.

Les matériaux, produits ou composants de construction ayant fait l'objet d'un acompte pour approvisionnement restent la propriété du titulaire. Ils ne peuvent toutefois être enlevés du chantier sans autorisation écrite du maître d'œuvre.

Le titulaire est responsable de leur bonne garde, quel que soit le lieu de stockage, et prend les mesures adéquates pour s'assurer qu'ils ne seront pas endommagés, ni affectés à un autre usage. A défaut, il s'engage à constituer de nouveaux approvisionnements équivalents à ses frais et risques.

Lorsque, dans les conditions précisées à l'article 4.1 ci-dessus, il y a lieu à actualisation ou révision des prix, le coefficient d'actualisation s'applique à tous les prix du marché et le coefficient de révision des prix s'applique :

- aux travaux exécutés pendant le mois ;
- à la variation, en plus ou en moins, à la fin du mois, par rapport au mois précédent, des sommes décomptées pour approvisionnement à la fin de ce mois.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Les travaux exécutés à des prix unitaires proposés par l'entrepreneur et non encore acceptés par le pouvoir adjudicateur ne pourront être portés en compte que moyennant accord entre les parties sur les prix unitaires nouveaux. A défaut, ils ne pourront l'être qu'aux prix arrêtés d'office par le pouvoir adjudicateur, tous les droits de l'entrepreneur restant saufs.

9.3 Modalités de paiement des acomptes

Tant pour les acomptes que pour le dernier paiement pour solde ou le paiement unique du montant du marché, l'entrepreneur est tenu d'introduire une déclaration de créance datée, signée et appuyée d'un état détaillé des travaux réalisés justifiant selon lui le paiement demandé.

L'état détaillé des travaux réalisés comportera obligatoirement et de manière distincte :

1. les quantités exécutées sur la base des postes forfaitaires (FF), à quantités forfaitaires (QF) ou à quantités unitaires ou présumées (QP), du métré récapitulatif;
2. les quantités exécutées en deçà ou au-delà des quantités unitaires présumées (QP) figurant dans les postes du métré récapitulatif;
3. les adjonctions, suppressions ou modifications de postes du métré récapitulatif (FF, QF et QP), exécutés en vertu d'un ordre écrit.
4. la révision des prix.

L'état détaillé des travaux et la déclaration de créance sont dressés aux derniers jours de chaque mois. Si la date de commencement des travaux ne coïncide pas avec le début du mois, le premier état détaillé des travaux (et sa déclaration de créance) est dressé à la fin du mois concerné.

La déclaration de créance, l'état d'avancement et ultérieurement la facture sont établis en **quatre exemplaires**. Ils sont envoyés au pouvoir adjudicateur pour contrôle et approbation.

Si l'auteur de projet est externe au pouvoir adjudicateur, **une** copie de ces documents lui est envoyée **en même temps**.

Une version informatique sera envoyée par mail au pouvoir adjudicateur, au contrôleur et à l'auteur de projet.

Ces documents sont envoyés impérativement à l'adresse suivante :

LYCEE FRANÇAIS JEAN MONNET DE BRUXELLES
Avenue du Lycée Français, 9 à 1180 Uccle
A l'attention de Monsieur Volny PERRIEZ, secrétaire général

*Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vérification de trente jours à partir de la date de réception de la déclaration de créance **et** de l'état détaillé des travaux réalisés visé au paragraphe 1er.*

Le pouvoir adjudicateur procède dans le délai de vérification aux opérations suivantes :

1° il vérifie l'état des travaux introduit et demande sa correction éventuelle au titulaire de marché. Tout prix unitaire nouveau doit faire l'objet d'un accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur.

2° il dresse un procès-verbal mentionnant les travaux qui sont acceptés en paiement et le montant qu'il estime dû. Il donne connaissance de ce procès-verbal par écrit à l'entrepreneur et l'invite à introduire dans les cinq jours une nouvelle facture qui ne peut pas dépasser le montant indiqué.

Le procès-verbal consistera en une invitation par écrit à facturer.

Le paiement du montant dû à l'entrepreneur est effectué dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la déclaration de créance reçue, pour autant que le pouvoir adjudicateur soit, en même temps, en possession de la facture régulièrement établie ainsi que des autres documents éventuellement exigés.

10. ACTIONS JUDICIAIRES

En cas de litige, les parties devront d'abord tenter de trouver une solution à l'amiable.

Les litiges résultant de l'existence, de l'interprétation, de l'exécution du présent marché public de travaux et des présentes clauses administratives, ainsi que des marchés qui en seront la conséquence, sont à adresser au tribunal de juridiction compétent dans l'arrondissement de Bruxelles en Belgique qui statuera sur l'ordre de juridiction national compétent.

REMARQUES

Si, au moment d'un paiement, le titulaire de marché n'est pas en règle de paiement de ses impôts, taxes et obligations sociales belges, il n'a droit qu'au versement de la différence entre les montants qui lui reviennent sur base des prestations qu'il a exécutées et ceux que le Maître de l'Ouvrage est tenu de retenir et de verser à la Recette des Contributions et à l'O.N.S.S.

Toute somme due ou payée par le Maître de l'Ouvrage à la Recette des Contributions ou à l'O.N.S.S. en exécution des dispositions légales et réglementaires peut être déduite par le Maître de l'Ouvrage des paiements à faire au titulaire de marché.

11. ORGANISATION DU CHANTIER ET DISPOSITIONS DIVERSES

11.1 Autorisations :

Le pouvoir adjudicateur ne doit obtenir que les seules autorisations de principe nécessaires à l'exécution du marché. L'obtention des autorisations nécessaires pour l'exécution des travaux et tous devoirs et prestations quelconques auxquels ces autorisations sont subordonnées, sont à la charge de l'entrepreneur.

11.2 Délais d'exécution

L'ensemble des travaux des différents lots doit être terminé dans un délai de 400 jours ouvrables.

Le phasage global sera établi par l'entrepreneur pilote, en concertation avec les entrepreneurs des autres lots.

Le phasage du chantier sera strictement respecté afin de garantir le bon fonctionnement du Lycée durant toute la durée des travaux, notamment concernant les accès aux véhicules des pompiers qui doivent impérativement être assurés en cas d'incendie.

Les consignes du Maître de l'ouvrage, du coordinateur sécurité-santé et du service incendie seront respectées.

Les plans de principe du phasage sont joints aux présentes clauses administratives.

Si l'entrepreneur doit travailler en dehors des limites légales, il fait apprécier par le pouvoir adjudicateur la réalité de cette situation et sollicite des autorités compétentes les autorisations nécessaires.

Sur ordre du pouvoir adjudicateur, donné soit en réunion de chantier et consigné dans le PV de réunion, soit à un autre moment et par écrit, un délai partiel d'exécution pourra être de rigueur. Dans

ce cas les pénalités de retard seront également d'application, selon les modalités définies à l'article 7 et suivants des présentes clauses administratives.

Les délais partiels, par lot, sont :

- Lot 1 Travaux de gros-œuvre, de couverture, de menuiseries extérieures, d'abords et VRD, ainsi que les parachèvements - pilotage des lots 2 et 3 - gestion du planning général : 400 jours ouvrables
- Lot 2 Chauffage, ventilation et sanitaires : 400 jours ouvrables
- Lot 3 Electricité, détection incendie : 400 jours ouvrables

Pour un délai global, tous lots confondus de 400 jours ouvrables.

Planning des travaux

Voir les points relatifs à :

- la mission de l'entrepreneur coordinateur ;
- les obligations des titulaires de marchés des lots 2,3 ;
- Contrôle et surveillance du chantier.

La mission de coordination des lots 2 et 3, à charge du titulaire de marché du lot 1, n'est pas concernée par les délais partiels repris ci-avant. Sa mission est bien entendu poursuivie jusqu'à ce que chacun des lots 2,3 aient été réceptionnés provisoirement.

11.3 Mise à disposition de terrains et locaux :

Le terrain d'assiette des travaux ou de l'ouvrage est mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur par l'adjudicateur. En dehors de ce terrain, l'entrepreneur s'assure lui-même de la disposition des terrains qu'il juge nécessaires à l'exécution du marché.

Si des locaux sont mis à sa disposition, pour quelque usage que ce soit, l'entrepreneur est tenu de les entretenir en bon état de conservation pendant la durée de l'occupation et, à la fin du marché, s'il en est requis, de les remettre dans leur état initial.

11.4 Organisation du chantier

Sans préjudice de la législation relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, l'entrepreneur est tenu d'assurer la police du chantier pendant la durée des travaux et de prendre, dans l'intérêt tant de ses préposés que des agents de l'adjudicateur et des tiers, toutes les mesures requises en vue de garantir leur sécurité.

Les tiers sont les occupants (personnels, élèves, parents d'élèves), les visiteurs (entreprises, ASBL) et toutes autres personnes qui ne sont pas agents employés par l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Étranger (AEFE). Une concertation avec les agents du pouvoir adjudicateur occupant les lieux et le titulaire est obligatoire, elle n'exonère pas l'entrepreneur de sa responsabilité.

L'entrepreneur prend, sous son entière responsabilité et à ses frais, toutes les mesures indispensables pour assurer la protection, la conservation et l'intégrité des constructions et ouvrages existants [, y compris souterrains (canalisations au sens large, câblages, fondations, ...) ou aériens (téléphonie, lignes à haute tension, éclairage public, ...)]. Il prend aussi toutes les précautions requises par l'art de bâtir et par les circonstances spéciales pour sauvegarder les propriétés voisines et éviter que, par sa faute, des troubles y soient provoqués.

a. Etat des lieux

Avant tout début d'exécution de son entreprise, l'entrepreneur dresse contradictoirement un **procès-verbal de constat de l'état des lieux** où il doit travailler : bâtiments, abords immédiats et voiries subsistants sur le site des travaux. Le constat est accompagné d'un reportage photographique comportant au minimum une douzaine de clichés en couleur **qui ne sera pas facturé**. Le tout est transmis informatiquement au pouvoir adjudicateur et au bureau d'étude dans la huitaine.

Attention : IMPETRANTS

- *Un état des lieux complémentaire sera nécessaire dans le cadre de travail à proximité ou sur les impétrants. Par impétrants, on entend toutes conduites, canalisations ou câbles divers.*
- *Tous les impétrants mis à découvert à l'occasion du chantier et qui restent à demeure, doivent faire l'objet d'un croquis de repérage par rapport à des éléments fixes existants en surface et, repérés en coordonnées planimétriques dans le système LAMBERT. Ces plans seront remis avant la réception provisoire du chantier.*
- *Les impétrants seront également repérés en altimétrie, dans un système indépendant, par rapport à un repère situé sur le site, défini par le pouvoir adjudicateur.*
- *Les impétrants seront également obligatoirement identifiés sur le site des travaux.*

Après exécution des travaux et avant réception provisoire, il est procédé au récolement desdits états des lieux ainsi qu'à la réfection et la remise en état des bâtiments, abords ou voiries où les dégâts sont constatés. Les frais relatifs aux états des lieux ainsi que le montant des réparations quelles qu'elles soient sont à charge exclusive de l'entrepreneur.

b. Fourniture provisoire d'eau et de courant électrique

Pendant toute la durée des travaux, le titulaire de marché pourvoit à ses frais à la mise en place de points de fournitures permanents d'eau et de courant électrique à chaque niveau du bâtiment.

Il pourvoit également à ses frais à l'installation d'office d'un éclairage permanent des chemins d'évacuation, notamment des escaliers.

Les installations nécessaires à la fourniture d'eau et de courant électrique ainsi que leur contrôle et leur réception par un O.E.C., de même que leur entretien, leur enlèvement, leurs protections provisoires et leurs consommations sont à la charge et aux frais du titulaire de marché.

L'ensemble des documents (procès-verbaux de réception technique, ...) relatifs aux points de fournitures permanents d'eau et de courant électrique à chaque niveau du bâtiment sont à regrouper dans une farde (classeur), tenue par le titulaire de marché.

Le titulaire de marché se renseigne auprès de la Maîtrise de l'œuvre sur les installations qui peuvent être mises à sa disposition. Le cas échéant, il place des compteurs de passage au départ des points de fourniture et prend toutes les dispositions pour ne perturber en rien leur usage par les utilisateurs, même au cours des modifications éventuelles de celles-ci.

c. Impétrants

Dès notification de l'approbation de son offre, le titulaire de marché a pour obligation d'informer de l'exécution des travaux aux abords de leurs installations les administrations, les organismes et les sociétés, qu'ils en soient propriétaires ou gérants.

Le titulaire de marché s'informe auprès de ces administrations, sociétés et organismes intéressés :

- de l'existence et de l'emplacement dans les limites de son chantier, d'ouvrages, de conduites et câbles souterrains, (eau, gaz, électricité, égout, téléphone, télédistribution, fibres optiques, chauffage, ...);

- des personnes responsables à prévenir en cas d'accidents aux dites installations, il communique leur numéro de téléphone au délégué sur place du pouvoir adjudicateur.

En accord avec les Sociétés et organismes, il prend toutes les précautions nécessaires pour repérer au préalable les installations, pour en éviter la détérioration et en assurer leur bon fonctionnement au cours de l'exécution des travaux, même lorsque des conduites ou/et des câbles doivent être suspendus dans des tranchées ouvertes.

Le pouvoir adjudicateur est informé de ces prises de contact et des décisions arrêtées. Le titulaire de marché doit se conformer aux directives particulières éventuellement données soit par le pouvoir adjudicateur, soit par le personnel des organismes, administrations ou sociétés intéressées.

Si des dégâts sont occasionnés par suite de l'exécution des travaux aux ouvrages souterrains, le titulaire de marché doit immédiatement porter les faits à la connaissance du Service public intéressé et, en cas d'urgence, en avertir un poste de police et/ou de pompiers.

Les réparations sont effectuées aux frais du titulaire de marché.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur :

- la réglementation générale concernant la police de la circulation (A.R. du 1er décembre 1975, Moniteur belge du 09 décembre 1975) et plus particulièrement sur l'article 78 de cette réglementation;
- l'Arrêté ministériel du 7 mai 1999 et ses modifications relatif à la signalisation de chantier et des obstacles sur la voie publique.

S'il doit être fait usage de signaux d'interdiction ou d'obligation, ceux-ci ne peuvent être placés que moyennant autorisation donnée par une ordonnance de la police locale.

L'entrepreneur est tenu, par conséquent, de prendre contact avec celle-ci. L'entrepreneur organise son chantier de commun accord avec le pouvoir adjudicateur.

L'attention spéciale des soumissionnaires est attirée sur la circulaire n° 521.107 du 12 mars 1985 du Ministère des Travaux publics relative à la mise en œuvre du code de bonne pratique pour la prévention des dégâts aux canalisations souterraines à l'occasion de travaux effectués à proximité de celles-ci, et son annexe constituée par ledit code (première édition, août 1984).

d. Sécurité, Coordination

L'attention du Titulaire de marché est attirée sur le fait que les travaux se dérouleront sur un site occupé.

Le Titulaire de marché est tenu de prendre toutes dispositions qu'il juge utile pour éviter tout accident. En outre, le Titulaire de marché doit prendre toutes mesures pour isoler et interdire l'accès des zones de chantier aux personnes non autorisées et notamment aux occupants. Les mesures destinées à isoler les zones de chantier seront des mesures matérielles telles que fermeture des portes à clef, pose de clôtures interdisant l'accès du chantier, etc. Enfin, le Titulaire de marché prendra toutes dispositions pour que l'outillage et le matériel ne soient abandonnés sans surveillance en dehors des zones de chantier rendues non accessibles. Ces dispositions sont également d'application pour les aires de stockage du matériel, qu'elles soient intérieures ou extérieures, de même qu'aux voies d'accès du chantier.

e. Obligation de collaboration, de coordination et d'information en matière de sécurité, santé et hygiène sur chantier

L'attention particulière des soumissionnaires est attirée sur l'obligation de collaboration, de coordination et d'information leur incombant en matière d'application des règles de sécurité, de santé et d'hygiène telles qu'elles émanent des dispositions légales et réglementaires et des conventions collectives de travail en vigueur, et du plan de sécurité et de santé joint au présent Cahier des clauses administratives particulières.

En cas de contradiction entre les dispositions en application, la disposition la plus sévère a priorité sur la moins sévère.

En cas de non observance des prescriptions en matière de sécurité, le Pouvoir adjudicateur peut avertir l'inspection du travail compétente et arrêter les travaux sans que le Titulaire de marché puisse avoir droit à une indemnité.

Un Coordinateur de sécurité phase-réalisation est désigné, son identité est signifiée au Titulaire de marché. Pour rappel, le coordinateur de sécurité est indiqué à l'article 1.4 du chapitre 1 des présentes clauses administratives.

Dans ce cas, durant l'exécution du marché, le Titulaire de marché est tenu de :

- veiller à ce que toutes les dispositions légales et réglementaires en matière de sécurité soient respectées par lui-même et ses sous-traitants, comme les indications résultant du plan de sécurité et de santé et les modifications qui y sont apportées par le Coordinateur de sécurité phase-réalisation ;
- accorder sa complète collaboration au Coordinateur de sécurité phase-réalisation dans l'exercice de sa mission ;
- fournir au Coordinateur de sécurité phase-réalisation toutes les informations, pièces et études nécessaires pour qu'il puisse exercer sa mission ;
- donner suite aux recommandations du Coordinateur de sécurité phase-réalisation ;
- accorder sa complète collaboration à la structure de coordination, si celle-ci est mise en place pour ce chantier ;
- inviter le Coordinateur de sécurité phase-réalisation à toutes les réunions de chantier pour qu'il puisse exercer sa mission ;
- accorder tout son soutien à :
 - la coordination des activités sur le lieu d'exécution des travaux ;
 - la collaboration lors de l'exécution des mesures en matière de sécurité et de santé des personnes concernées par la réalisation des travaux.

A ce titre, un rappel des dispositions réglementaires suivantes paraît être indispensable :

Le titulaire de marché et, le cas échéant, ses sous-traitants qui viennent effectuer des travaux dans le lycée français Jean Monnet de Bruxelles sont tenus de :

- respecter les obligations en matière de bien-être des travailleurs propres à l'établissement où ils viennent effectuer des travaux ainsi que de les faire respecter par leurs sous-traitants.
- fournir les informations en matière de risques et de procédures inhérentes à l'établissement concerné (premiers secours, lutte contre l'incendie, évacuation,...) à leurs travailleurs et sous-traitant(s).
- fournir à l'établissement concerné les informations nécessaires relatives aux risques propres à ces travaux.
- accorder leur coopération à la coordination et collaboration des mesures de bien-être au travail demandée par l'AEFE et les autorités belges durant les travaux.

Si certains travaux sont sous-traités, **il appartient au titulaire de marché de mentionner obligatoirement dans le contrat le liant à chaque sous-traitant une clause stipulant la promesse de respect des mêmes obligations liées au bien-être au travail** que celles auxquelles il est lui-même tenu vis à vis de l'AEFE et des autorités belges, de même que les modalités applicables en cas de non-respect de ces dernières.

Les éventuels sous-traitants (y compris les indépendants) ont par conséquent les mêmes obligations que le titulaire de marché en matière de bien-être au travail.

Pour sa part, et en cas de défaillance aux mesures de bien-être au travail, **les autorités belges, le cas échéant par le truchement du lycée français, feront appliquer sans délai et après mise en demeure, le respect de ces mesures.** Il est donc important que le titulaire de marché comprenne qu'il est tenu de faire de même vis-à-vis de ses sous-traitants éventuels (et que ceux-ci doivent faire de même vis-à-vis de leurs propres sous-traitants éventuels).

Par ailleurs, **une réunion d'ouverture de chantier** sera organisée sur site par le pouvoir adjudicateur avant le début des travaux. **Les risques spécifiques au lycée français** seront explicités ou confirmés ainsi que les procédures relatives au plan d'urgence interne. A ce titre, il appartient au titulaire de marché de signer une **attestation de prise de connaissance** et de compréhension (comprenant le fait qu'il confirme qu'il a donné à ses travailleurs les formations et instructions de sécurité adaptées aux risques qu'on lui a communiqués et aux obligations auxquelles il a souscrit via le contrat) des procédures internes à l'établissement dans lequel seront réalisés les travaux. **Ces procédures devront être diffusées aux travailleurs** intervenant sur le site (y compris aux travailleurs des éventuels sous-traitants).

Enfin, et outre l'ordre de service, le titulaire de marché devra informer le Chef d'établissement du lycée français de la **date effective du début des travaux** sur site.

f. Signalisation-avis-communications au public et emploi des langues

Le titulaire de marché veille à ce que la signalisation du chantier, ainsi que tous les avis et communications au public qui lui sont imposés par des dispositions légales, réglementaires ou contractuelles, soient rigoureusement conformes aux règles belges relatives à l'emploi des langues en matière administrative.

g. Enregistrement des présences sur chantier

En application des législations sociales et relatives au bien-être au travail, le titulaire de marché du lot 1 (coordinateur) tiendra obligatoirement et en permanence (au quotidien et en temps réel) un registre des présences. Toute personne qui accède au chantier (ouvriers, conducteurs, sous-traitants, architectes, ingénieurs, contrôleurs, coordinateurs, agents de l'administration, visiteurs, ...) doit être enregistré par l'entrepreneur « déclarant » sur chantier. Ce registre sera en permanence à disposition du Pouvoir adjudicateur et des Autorités de l'administration sociales, fiscales et de l'Inspection du travail.

h. Interdiction d'accès au chantier et responsabilité solidaire :

Lorsque le Titulaire de marché ou le Sous-traitant, ci-après dénommé "l'entreprise", reçoit copie de la notification visée à l'article 49/2, alinéa 4 du Code pénal social belge, dans laquelle il est informé qu'il occupe en Belgique un ou plusieurs ressortissants d'un pays tiers en séjour illégal, ce Titulaire de marché ou ce Sous-traitant s'abstient, avec effet immédiat, de se rendre encore au lieu d'exécution

du marché ou de poursuivre l'exécution du marché, et ce jusqu'à ce que le Pouvoir adjudicateur donne un ordre contraire.

Il en va de même lorsque cette entreprise est informée :

1. soit par le Titulaire de marché ou par le Pouvoir adjudicateur selon le cas de ce qu'ils ont reçu la notification, visée à l'article 49/2, alinéa 1^{er} et 2 du Code pénal social belge, concernant cette entreprise ;
2. soit via l'affichage prévu par l'article 35/12 de la loi du 12 avril 1965 relative à la protection de la rémunération des travailleurs, qu'elle occupe en Belgique un ou plusieurs ressortissants d'un pays tiers en séjour illégal.

Par ailleurs, l'entreprise est tenue d'insérer, dans les contrats de sous-traitance qu'elle conclurait éventuellement, une clause stipulant que :

- 1° le Sous-traitant s'abstient de se rendre encore au lieu d'exécution du marché ou de poursuivre l'exécution du marché, lorsqu'une notification établie en exécution de l'article 49/2 du Code pénal social révèle que ce Sous-traitant occupe un ressortissant d'un pays tiers en séjour illégal ;
- 2° le non-respect de l'obligation visée au point 1° est considéré comme un manquement grave dans le chef du Sous-traitant, à la suite duquel l'entreprise est habilitée à résilier le contrat ;
- 3° le Sous-traitant est tenu d'insérer, dans les contrats de sous-traitance, une clause analogue à celle visée aux points 1° et 2° et d'assurer que de telles clauses soient également insérées dans les contrats de sous-traitance ultérieurs.

Lorsque le Titulaire de marché ou le Sous-traitant, ci-après dénommé " l'entreprise ", reçoit copie de la notification visée à l'article 49/1, alinéa 3 du Code pénal social belge, par laquelle il est informé d'un manquement grave à son obligation de payer dans les délais, à ses travailleurs la rémunération à laquelle ceux-ci ont droit, ce Titulaire de marché ou ce sous-traitant s'abstient, avec effet immédiat, de se rendre encore au lieu d'exécution du marché ou de poursuivre l'exécution du marché, et ce jusqu'à ce qu'il présente la preuve au Pouvoir adjudicateur que les travailleurs concernés ont reçu l'intégralité de leur rémunération.

Il en va de même lorsque cette entreprise est informée :

- soit par le Titulaire de marché ou par le Pouvoir adjudicateur selon le cas de ce qu'ils ont reçu la notification visée à l'article 49/1, alinéa 1^{er} du Code pénal social belge, concernant cette entreprise ;
- soit via l'affichage prévu par l'article 35/4 de la loi belge du 12 avril 1965 relative à la protection de la rémunération des travailleurs.

Par ailleurs, l'entreprise est tenue d'insérer, dans les contrats de sous-traitance qu'elle conclurait éventuellement, une clause stipulant que :

- 1° le Sous-traitant s'abstient de se rendre encore au lieu d'exécution du marché ou de poursuivre l'exécution du marché, lorsqu'une notification établie en exécution de l'article 49/1 du Code pénal social belge révèle que ce sous-traitant manque gravement à son obligation de payer dans les délais, à ses travailleurs, la rémunération à laquelle ceux-ci ont droit ;
- 2° le non-respect de l'obligation visée au point 1° est considéré comme un manquement

grave dans le chef du sous-traitant, à la suite duquel le titulaire de marché est habilité à résilier le contrat ;

- 3° le Sous-traitant est tenu d'insérer, dans les contrats de sous-traitance, une clause analogue à celle visée aux points 1° et 2° et d'assurer que de telles clauses soient également insérées dans les contrats de sous-traitance ultérieurs.

11.5 Journal des travaux

La tenue du journal des travaux est exigée pour le présent marché.

Le journal des travaux, établi dans la forme admise par le pouvoir adjudicateur et fourni par l'entrepreneur, **est tenu par l'entrepreneur en charge de la coordination (lot 1)** et conformément au cahier des charges type 100 - art.37.

Toutefois, les attachements détaillés **doivent** en tout état de cause être tenus pour les marchés autres qu'à prix global. Le pouvoir adjudicateur tient les attachements mais l'entrepreneur fournit tous les renseignements utiles pour la tenue de ces documents, tels notamment les bordereaux de fourniture de matériaux, feuilles de calcul, ...

Les PV chantier établis par le pouvoir adjudicateur ou son représentant font partie intégrante du journal des travaux.

En cas de désaccord, l'entrepreneur fait connaître ses observations par envoi recommandé ou envoi électronique assurant de manière équivalente la date exacte de l'envoi adressée à l'adjudicateur dans les quinze jours à dater de la mention ou des attachements détaillés critiqués. Il communique ses observations d'une manière détaillée et précise.

A défaut d'avoir formulé ses observations dans la forme et le délai précités, l'entrepreneur est censé être d'accord avec les mentions du journal des travaux et des attachements détaillés.

Lorsque ses observations ne sont pas jugées fondées, l'entrepreneur en est informé par envoi recommandé ou envoi électronique assurant de manière équivalente la date exacte de l'envoi.